



enda pronat



Etude de faisabilité

**PARTENARIAT MULTI-ACTEURS
POUR LA TRANSITION
AGROÉCOLOGIQUE**

**Oussouby TOURÉ
& Ibrahima SYLLA**

Rapport final

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	3
1. Contexte et justification de l'étude	3
2. Objectifs de l'étude faisabilité	4
3. Méthodologie et structuration du rapport	4
II. POLITIQUES AGRICOLES, SYSTÈMES DE PRODUCTION ET PROMESSES D'AGROÉCOLOGIE AU SÉNÉGAL	6
1. Bref aperçu de la trajectoire des politiques publiques agricoles.....	6
1.1. Politiques agricoles post-indépendance (1960 à 2000).....	6
1.2. Principaux programmes du régime libéral (2000 à 2012)	6
1.3. Politiques d'émergence agricole (à partir de 2012)	7
2. Etat des systèmes agricoles et perspectives de l'agroécologie au Sénégal.....	7
2.1. Des systèmes de production essoufflés et de plus en plus ouverts à l'agroécologie.....	7
2.2. Quelques initiatives majeures d'agroécologie en Afrique et au Sénégal	8
III. L'AGROÉCOLOGIE EN THÉORIE ET DANS LA PRATIQUE	9
1. Concept de l'agroécologie et discours politiques.....	9
2. L'agroécologie selon Enda Pronat : un projet de société avant tout.....	11
IV. FONDAMENTAUX DE LA MISE À L'ÉCHELLE DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE	12
1. Caractérisation du jeu d'acteurs et des pratiques de collaboration	13
1. 1. Analyse des principaux acteurs de l'agroécologie.....	13
1. 2. Domaines, intérêts et échelles d'intervention des acteurs	17
2. Analyse des relations actuelles de collaboration et de la pertinence d'une démarche multi-acteurs	18
2.1. Types de relations entre acteurs et perspectives d'un PMA	18
2.2. Une vision globale partagée autour de la TAE	20
2.3. Un ensemble d'opportunités à saisir pour la TAE	21
2.4. Un lot de contraintes et de défis à relever en matière de coopération entre les acteurs.....	21
2.5. Évaluation de la cohérence de la démarche multi-acteurs	22
V. CONCLUSION GÉNÉRALE.....	23
VI. RECOMMANDATIONS	24
VII. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	26
VIII. LISTE DES ILLUSTRATIONS	26
IX. LISTE DES PERSONNES RESSOURCES INTERROGÉES EN LIGNE	27

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

3AO :	Alliance pour l'Agro-écologie en Afrique de l'Ouest
AAJAC :	<i>Association Africaine de Jeunesse Agricole et Culturelle</i>
ACTSOL :	Action Solidarité
AFAFA :	Aide aux forces vives africaines par la formation agro-écologique
AJE :	Action jeunesse environnement
ANCAR :	Agence nationale de Conseil Agricole Rural
APROVAG :	Association des producteurs de la vallée du fleuve Gambie
ASPAB :	Association Sénégalaise pour la Promotion de l'Agriculture biologique
AVSF :	Agronome vétérinaire sans frontières
BNO :	Bio Niayes organisation
BM :	Banque Mondiale
CAD :	Comité d'Aide au Développement
CIRAD :	Centre International de recherche agricole pour le développement
CNCR :	Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CNRF :	Commission Nationale sur la Réforme Foncière
COLUFIFA :	Comité de Lutte pour La fin de la Faim
COPAGEN :	Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain
CRAFS :	Cadre de Réflexion et d'Action pour le Foncier au Sénégal
DADL :	Direction d'appui au développement local
DRAR :	Direction Régionale du Développement Rural
EANGDS :	Exploitation agricole de Notto Gouye Diama Sénégal
ENSA :	Ecole nationale supérieure d'agriculture
FAO :	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAPD :	Fédération des agropasteurs du Diender
GDSP :	Groupe de dialogue social et politique
GRET :	Groupe de recherche et d'échange technologiques
GTAE :	Groupe de travail sur les transitions agro-écologiques
INP :	Institut national de pédologie
ISRA :	Institut Supérieur de Recherche Agricole
ONG :	Organisation Non Gouvernementales
PARFAO :	Promouvoir l'Agro écologie par la Recherche et la Formation en Afrique de l'Ouest
REVES :	Réseau des Maires des Communes et Villes vertes du Sénégal
SAED :	Société d'Aménagement, et d'Exploitation des terres du Delta du Fleuve Sénégal
TAE :	Transition Agro-Ecologique
UCAD :	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UGAN :	Union des groupements associés du Niombato
UGB :	Université Gaston Berger
URPROFOS :	Union régionale des producteurs de fonio de Sédhiou

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE

Cette étude est réalisée par Enda Pronat en perspective d'une démarche de Partenariat Multi-Acteurs pour la Transition Agroécologique. Elle établit une analyse des facteurs et des conditions de faisabilité de ladite démarche dont l'ambition est d'apporter une contribution décisive à la mise à l'échelle de la transition agroécologique au Sénégal à travers le développement de processus multi-acteurs. Une telle ambition se décline, de façon spécifique, en trois axes, à savoir : (i) utiliser le levier du partenariat multi-acteurs pour développer des modèles de transition agroécologique permettant non seulement de faire évoluer, à l'échelle des terroirs villageois, les systèmes de production, en mobilisant au mieux les processus écologiques, mais aussi d'alimenter le plaidoyer à partir de la valorisation des leçons apprises ; (ii) influencer les décideurs pour des changements politiques favorables à la transition agroécologique aux échelles nationale et sous-régionale, en s'appuyant sur des dynamiques multi-acteurs ; et (iii) contribuer à orienter les politiques et/ou programmes de développement en Europe vers un soutien accru à la transition agroécologique en Afrique, en mettant à profit les cadres d'alliance multi-acteurs avec les organisations partenaires du Nord.

1. Contexte et justification de l'étude

Dès sa création en 1982, Enda Pronat s'est engagé aux côtés des communautés locales pour lutter contre la dégradation de l'agriculture paysanne africaine et de l'environnement. Cet engagement est fondé notamment sur des constats selon lesquels les techniques de production agricole demeurent fortement tributaires de l'utilisation des intrants chimiques qui ont pour effet, à moyen et long termes, d'appauvrir les sols, de casser les équilibres naturels et de dégrader la santé humaine et animale. Tout en s'inscrivant dans un processus participatif et inclusif impliquant diverses catégories d'acteurs, Enda Pronat s'est lancé dans un processus de recherche-action incluant des volets solides de sensibilisation et de conscientisation des acteurs. Pronat s'est aussi résolument engagé dans des expérimentations d'alternatives à plusieurs échelles, en l'occurrence au niveau de la zone des Niayes, du Sénégal oriental, de la vallée du fleuve Sénégal et du bassin arachidier. Le dénominateur commun à toutes ces aires géographiques réside au moins sur deux aspects cruciaux : (i) on y constate une utilisation extravagante des intrants agro-chimiques ; et (ii) elles enregistrent un fort taux de dégradation des écosystèmes due à l'érosion hydrique entre autres. En clair, il est important et urgent de promouvoir de nouvelles pratiques agricoles, à la fois saines, durables et capables de se substituer valablement aux systèmes agricoles productivistes.

Fort de son engagement et crédité de la confiance des communautés, Enda Pronat a bâti une action diversifiée ayant eu pour effet tangible d'éveiller les consciences, de susciter de nouvelles vocations agricoles et d'ouvrir une réflexion avant-gardiste sur les stratégies à mettre en œuvre pour parvenir à une transformation qualitative des systèmes de production au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine. Des expériences de « *champ école paysan* » à la structuration de partenariats formels, en passant par les apprentissages en commun, la diffusion des connaissances, le dialogue politique avec l'Etat et les acteurs à la base, plusieurs étapes ont été franchies dans l'implémentation des pratiques agroécologiques à l'échelle des exploitations familiales et des groupements. Le résultat est qu'il existe aujourd'hui des cas prestigieux de réussite en matière d'agroécologie au niveau local, aussi bien en termes d'expérimentation technique que d'impulsion de nouvelles dynamiques relatives à l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles. Enfin, Pronat est à l'origine de diverses initiatives de portée nationale et sous-régionale et impliquant un jeu d'acteurs très diversifiés.

L'enjeu est désormais non seulement de capitaliser les leçons apprises des processus multi-acteurs déjà entamés, mais aussi de favoriser un changement d'échelle de la vision agroécologique à travers un engagement résolu de l'ensemble des parties-prenantes. Il existe évidemment plusieurs espaces de concertation et de partage, mais le constat est que ces cadres sont souvent caractérisés par une participation soit inéquitable, soit déficitaire ou tout simplement inexistante de la part des différents groupes d'acteurs. Partant de l'hypothèse selon laquelle la construction d'un partenariat multi-acteurs dynamique et durable est un gage et une démarche stratégique pour réussir la transition agroécologique à grande échelle, cette étude a été réalisée entre mars et avril 2019, dans le but de recueillir et d'analyser les avis de divers acteurs concernés directement ou indirectement par la problématique de l'agroécologie.

2. Objectifs de l'étude faisabilité

L'étude a été encadrée par des termes de référence ayant défini le mandat général du travail de recherche et les orientations de la mission. De manière générale, l'objectif visé consistait d'une part, à identifier et analyser les différentes catégories d'acteurs au niveau local, national, sous-régional et international (classification, intérêt, sphère d'influence, degré d'engagement, possibilités de coopération) et, d'autre part, à vérifier les possibilités de partenariats multi-acteurs par rapport à la configuration des acteurs sortie de cette analyse. Pour ce qui est des objectifs spécifiques, il s'est agi de s'intéresser aux points suivants :

- a) identifier les principaux acteurs de l'agroécologie au niveau local, national, sous-régional et international (mapping d'acteurs) ;
- b) analyser les différents acteurs par rapport à leur intérêt, leur degré de compréhension, leur engagement et leur sphère d'influence par rapport au processus de la TAE (analyse d'acteurs) ;
- c) étudier les pratiques actuelles de collaboration entre les acteurs intervenant aux différentes échelles et identifier leur volonté de changement et potentiel de contribuer à la construction du partenariat multi-acteurs pour la TAE ;
- d) présenter la situation des systèmes agricoles et analyser les défis structurels à surmonter pour la mise à l'échelle de la TAE ;
- e) formuler des recommandations portant sur les points d'attention à prendre en compte en ce qui concerne la conception et la stratégie d'opérationnalisation de la démarche en particulier les prérequis pour construire et faire vivre des partenariats multi-acteurs efficaces pour faciliter une TAE (stratégie, démarche et structures pour la construction du processus PMA).

3. Méthodologie et structuration du rapport

La démarche de mise en œuvre de ce travail a été articulée autour de plusieurs axes complémentaires :

- a) Concertation entre les deux membres constitutifs de l'équipe de recherche¹ : cette phase a mis l'accent sur trois points essentiels : (i) échanges internes pour affiner la méthodologie à développer et planifier la mission ; (ii) élaboration de la version préliminaire des outils d'enquête (guides d'entretien, grilles d'analyse) ; et (iii) exploitation des informations accessibles via divers canaux documentaires utilisés en amont de l'étape des visites de terrain et de l'exploitation des matériaux collectés.
- b) Entretiens avec les membres de l'équipe de Pronat et les acteurs institutionnels au niveau national, sous-régional et international : pour avoir initié et participé à la mise en œuvre des activités dans trois zones d'études ciblées (Koussanar, Ndiob et Lérabé), les membres de l'équipe de Pronat sont détenteurs de matériaux essentiels à la conduite de l'étude de faisabilité. Les deux grandes séances d'entretiens menées avec les personnes ressources d'Enda Pronat ont permis de mieux cerner leurs attentes et de collecter différents matériaux pertinents pour la réalisation de l'étude (rapports d'activité, fiches de projet, rapports d'étude). L'autre avantage des entretiens avec les membres de l'équipe de Pronat est qu'ils ont constitué une occasion pour identifier l'ensemble des acteurs cibles de l'étude ainsi que les éléments clés à prendre en compte dans la formulation des guides d'entretien².
- c) Revue documentaire et cartographie des acteurs impliqués dans la promotion de l'agroécologie : ce volet a combiné plusieurs aspects destinés à faire le point sur les expériences de promotion de l'agroécologie au niveau national (exploitation des rapports, des supports statistiques et cartographiques en particulier). La tâche a permis d'établir un état des lieux critique des projets exécutés et des activités menées par les

¹ Dr. Oussouby Touré, Sociologue rural, Spécialiste en matière d'analyse des systèmes agro-sylvo-pastoraux et des politiques publiques et Dr. Ibrahima Sylla, Géographe, Enseignant Chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

² En ce qui concerne la prise en compte de la dimension du plaidoyer et du réseautage au niveau sous-régional et international, suivant notre objectif 3 du projet. Il est quand même indispensable de traiter ce point dans l'étude. Pour ne pas alourdir la chose nous suggérons d'aborder ce sujet dans les entretiens avec Pronat ou d'autres acteurs institutionnels si opportun. En plus il y a la possibilité de contacter par voie électronique certaines personnes clefs de nos réseaux africains (COPAGEN, AFSA, Convergence des luttes, membres du CA de Pronat au Burkina et Mali etc.)

parties prenantes, mais aussi d'évaluer la contribution que les différents acteurs concernés apportent dans le cadre des expériences actuelles de collaboration visant à faire avancer la cause de l'agroécologie.

d) Collecte et l'analyse des matériaux disponibles : cet axe a été structuré autour de consultations en ligne et de missions de terrain.

Pour ce qui est des consultations en ligne, elles ciblaient à la fois les institutions publiques et privées, y compris les structures de recherche et les organisations professionnelles rurales impliquées dans les réflexions et les activités liées à la transition agroécologique. Au total, huit (11) personnes ressources ont participé aux entretiens en ligne, donnant ainsi leurs opinions sur la TAE³. Compte tenu de la diversité du questionnement, les entretiens en ligne se sont révélés essentiels dans la mesure où ils ont permis d'une part de recueillir des analyses et des suggestions de la part d'acteurs parfois éloignés, et d'autre part d'identifier les prérequis nécessaires pour construire et faire vivre des partenariats multi-acteurs efficaces et durables.

S'agissant des missions de terrain, elles ont été réalisées au niveau de trois sites : (i) Koussanar (Département de Tambacounda) ; (ii) Sandiara (Département de Mbour) ; et (iii) Ndiob (Département de Fatick). Dans chacune de ces zones, l'objectif de la mission a été de rencontrer et de discuter avec les différents acteurs, tout en procédant à des observations de terrain en relation avec la hauteur des ambitions et le niveau de réalisation des uns et des autres. Agissant dans un souci de transparence et d'inclusion, la mission de terrain ne s'est pas limitée uniquement aux paysans directement appuyés par Enda Pronat. Elle s'est aussi ouverte à d'autres producteurs, y compris des paysans de Ndiob évoluant dans le domaine de l'agriculture conventionnelle. L'idée était est de savoir si les modèles de transition ont des effets structurants et participent à faire évoluer les pratiques agricoles au niveau des autres exploitations familiales. Enfin, pour ce qui est des visites de terrain initialement prévues dans la zone de Lérabé (Département de Podor), elles ont été remplacées, en raison des contraintes de temps, par des entretiens avec les maires de Guédé Chantier et Guédé Village, le représentant de la SAED au niveau de Dakar et le chargé de zone d'Enda Pronat dans la vallée du fleuve Sénégal.

Les matériaux collectés sont essentiellement de nature qualitative (enregistrements sonores et ressources documentaires constituées majoritairement de rapports d'activités et d'études) interpellant par conséquent une démarche d'exploitation similaire. L'analyse du discours a donc été privilégiée dans une large mesure, même si les diagnostics intègrent l'observation des pratiques, les annonces programmatiques et quelques statistiques. Pour organiser les matériaux relatifs au jeu des acteurs, une première grille d'analyse a été élaborée suivant des entrées multiples, prenant en compte la catégorisation des parties-prenantes, les sphères d'influence, les actions menées, leurs forces et faiblesses. La seconde grille d'analyse réalisée a permis de classer les interventions suivant leur répartition spatiale, leurs domaines d'intérêt et leur portée. Cette démarche a globalement servi à apporter des réponses aux questions de recherche, notamment celles afférentes à l'identification des principaux acteurs de l'agroécologie, leur niveau d'engagement respectif, leurs pratiques habituelles de collaboration dans le contexte actuel marqué par des systèmes agricoles en pleine mutation.

Les résultats majeurs des investigations confortent l'hypothèse selon laquelle une démarche multi-acteurs est non seulement nécessaire, mais constitue une voie de passage inéluctable pour concrétiser la vision qui sous-tend la transition agroécologique au Sénégal. Les enquêtes ont révélé en effet que ce genre d'approche peut contribuer de façon décisive à éradiquer les résistances des uns et les compétitions que se livrent les autres face à la progression de l'agroécologie. Une approche systémique permet résolument de structurer des liens sincères de collaboration entre des acteurs aux profils complémentaires. Pour autant, la palette des conditions à satisfaire demeure élastique, allant des besoins d'harmonisation des compréhensions jusqu'à la démultiplication des expériences porteuses de « bonnes nouvelles », en passant par la gestion du plaidoyer auprès des pouvoirs publics, la prise en charge des questions transversales relatives au financement, la mise à disposition des intrants nécessaires à la production agricole biologique, la création de marchés forts, la revalorisation de la fonction de producteur et autres. En effet, la pluralité des acteurs, la diversité de leurs prérogatives et la multiplicité de leurs interventions ont fini de créer une dynamique certes décisive, mais

³ Les guides d'entretien restent accessibles via la plateforme METRICS à l'adresse suivante : <https://www.metrics4decision.com/enda-pronat-guides-dentretien>

disharmonique à plusieurs égards. La conséquence est que malgré l'ampleur des réalisations, les initiatives demeurent diffuses, parfois itératives mais presque jamais concertées. Sur la base de la cartographie et de l'analyse des acteurs qui ont été réalisées, cette étude a donc défini des piliers pour une réflexion stratégique, de même que des recommandations pouvant valablement servir à jeter les bases d'un Partenariat Multi-Acteurs pour la Transition Agroécologique qu'Enda Pronat envisage de dérouler avec ses partenaires. Ces différents aspects sont détaillés dans le rapport en plusieurs sections complémentaires. En dehors de cette introduction générale qui présente le protocole de recherche et la principale tendance des résultats de la recherche, les autres parties abordent successivement les points suivants : (i) les politiques agricoles et les systèmes de production au Sénégal ; (ii) l'agroécologie, origine et pratiques au Sénégal ; et (iii) les fondamentaux de la mise à l'échelle de la transition agroécologique (TAE).

II. POLITIQUES AGRICOLES, SYSTÈMES DE PRODUCTION ET PROMESSES D'AGROÉCOLOGIE AU SÉNÉGAL

1. Bref aperçu de la trajectoire des politiques publiques agricoles

De 1960 à nos jours, face aux dysfonctionnements et difficultés du système agricole, diverses politiques et réformes structurelles ont été mises en place par les gouvernements successifs en vue de prendre charge les défis de la sécurité alimentaire au niveau national. De manière générale, trois grandes périodes marquent l'évolution de ces politiques, à savoir les politiques agricoles post-indépendance, les principaux programmes agricoles du régime libéral et les politiques dites d'émergence agricole mises en œuvre sous le régime du Président Macky Sall.

1.1. Politiques agricoles post-indépendance (1960 à 2000)

Au Sénégal, la période coloniale a été dominée par les grandes cultures dotées d'un intérêt évident pour le colonisateur. Au début des années 1960, le régime nouvellement installé n'a pas fondamentalement changé les options héritées de la colonisation. On assista alors à une situation d'impuissance qui a eu comme effet le recours massif et permanent à l'assistance technique internationale surtout de la part de l'ancienne métropole. En général, les grandes stratégies agricoles du régime socialiste s'établissent en deux périodes majeures : (i) de 1960 à 1980, soit une période de prolongement de l'économie de traite ; et (ii) de 1980 à 2000, soit une période marquée essentiellement par des ajustements structurels. Ils ont surtout provoqué des crises alimentaires et nutritionnelles permanentes, une dépendance alimentaire qui se traduira notamment par une augmentation des importations, la paupérisation généralisée du monde rural et la libéralisation de l'agriculture induite par la libéralisation politique. Une analyse approfondie des politiques publiques agricoles post-coloniales laisse d'ailleurs comprendre que « *la plupart d'entre-elles sont comme des référentiels, mais n'arrivent pas à faire face à la relance agricole au niveau du pays et lutter contre les inégalités dans la répartition des ressources, lutter efficacement contre la faim et la malnutrition... ni assurer la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire* »⁴. En clair, la volonté déclarée par le gouvernement socialiste n'a véritablement pas servi à sauver la situation agricole. Tout au contraire, le paysan allait se retrouver de plus en plus enfoncé dans un état de pauvreté exacerbée et le monde rural ans une condition d'assisté permanent, à la fois endetté et désorganisé.

1.2. Principaux programmes du régime libéral (2000 à 2012)

La première alternance politique survenue au Sénégal en 2000 a été caractérisée par de fortes attentes concernant le secteur agricole, suite notamment aux différents échecs accumulés dans les précédentes politiques mises en œuvre dans ce secteur. Entre 2000 et 2012, le pays connut alors une profusion de projets et de programmes agricoles de type productiviste et dont le mode d'administration est axé sur l'interventionnisme de l'Etat et la centralisation des décisions⁵. Parmi les documents de stratégies, les projets et programmes phares du Président Abdoulaye Wade, il y a le DSRP (2003 / 2005 – 2006 / 2010), la Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP, 2004), le Plan du Retour vers l'agriculture (REVA,

⁴ Thierno NDOYE, L'agriculture au Sénégal: Perspectives d'une nouvelle dynamique, www.dakaractu.com

⁵ Grdr – ccfd-terre Solidaire, les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire dans le sahel, projet Diapoco-sa.

2006), la Stratégie de croissance accélérée (SCA, 2007). Même si la vision de départ semblait salubre, le mode de gouvernance qui l'a encadrée a fini de montrer ses limites en produisant parfois des situations néfastes pour le développement de l'agriculture. Tout compte fait, les paysans ont été désorientés, l'activité agricole malmenée et les forces vives du milieu rural contraintes à l'exode, parfois vers des destinations lointaines et illusoirement porteuses d'espoir⁶.

1.3. Politiques d'émergence agricole (à partir de 2012)

Au lendemain de la seconde alternance politique survenue en 2012 au Sénégal, les nouvelles autorités politiques du pays ont opté pour une rupture fondée sur le principe d'accélération de la cadence en vue d'aboutir à un « Sénégal émergent ». La déclinaison des politiques agricoles s'est alors faite depuis lors à travers le Plan Sénégal Emergent (PSE), qui constitue par conséquent le document de référence pour la conduite des politiques de l'Etat avec, en ligne de mire, l'émergence du Sénégal à l'horizon 2035.

Quoique l'option des autorités sénégalaises soit de faire l'agriculture un puissant générateur d'activités économiques et d'emplois, notamment chez les jeunes, il est difficile de passer outre le constat des conflits persistants depuis ces dernières années, notamment en matière d'accès à la ressource foncière. Certaines initiatives mises dans cette perspective, en l'occurrence l'implantation des domaines agricoles communautaires n'ont guère changé la donne. Bien au contraire, elles semblent avoir torpillé davantage la situation du secteur agricole qui demeure préoccupante. Au niveau de pauvreté et d'insécurité alimentaire qui prévaut dans le monde rural s'ajoutent des défis persistants liés à la dégradation des sols qui concerne désormais deux-tiers des superficies de terres arables du Sénégal (GRDR, octobre 2017).

2. Etat des systèmes agricoles et perspectives de l'agroécologie au Sénégal

2.1. Des systèmes de production essoufflés et de plus en plus ouverts à l'agroécologie

L'analyse des systèmes de production décèle des contrastes saisissants et qui interpellent la réflexion autour de la redynamisation d'un secteur vital pour l'économie sénégalaise. En effet, les multiples initiatives observées donnent finalement l'impression d'une compilation de politiques agricoles vraisemblablement incapables d'apporter des solutions adaptées aux réalités de la paysannerie au Sénégal. Or, les chocs exogènes et endogènes que ces politiques sont supposées prévenir et/ou gérer constituent à la fois des paramètres pesants et des sources de détérioration de la position extérieure de l'agriculture sénégalaise.

De façon consécutive, cette agriculture a connu des problèmes structurels donnant lieu à une baisse régulière de sa contribution au produit intérieur brut (PIB) tandis qu'elle continue d'être une activité principale en termes d'emplois des populations actives au niveau national. Elle demeure essentiellement de type familial avec 95% des effectifs d'agriculteurs et 5% seulement de gros producteurs disposant à la fois de superficies considérables et d'outils de production modernes⁷. En plus d'être marquée par de faibles niveaux de productivité, cette activité demeure fortement sensible à la volatilité des cours mondiaux des matières premières et souffre de vulnérabilité face aux aléas climatiques et à la menace acridienne. Les autres ordres de facteurs caractéristiques de systèmes de production sont multiples : (i) problèmes de l'accès aux terres et de sécurisation foncière des exploitations agricoles familiales sous la menace de la privatisation des patrimoines fonciers du pays ; (ii) déficits des investissements dans l'agriculture selon le modèle de production, de transformation, de valorisation des produits et d'accès aux marchés promu par l'agriculture familiale ; (iii) manque d'organisation dans l'assistance technique aux exploitations familiales ; et (iv) manque de cohérence dans l'élaboration des politiques agricoles en rapport avec les principes de la souveraineté alimentaire.

Quoique lugubre, ce tableau dépeint des systèmes agricoles au Sénégal ne constitue pas un cas isolé. En effet, les agricultures familiales de la région ouest-africaine sont, dans une très large proportion, confrontées elles aussi à des difficultés et des défis auxquels le modèle de la révolution verte, basé sur l'usage intensif d'intrants de synthèse (pesticides, engrais) et le recours à des variétés commerciales à haut potentiel de rendement, ne semble pas en mesure d'apporter de solutions durables et adaptées aux réalités contextuelles

⁶ Carlos Oya et Cheikh Oumar Ba, les politiques agricoles 2000-2012 : entre volontarisme et incohérence.

⁷ Dr. Omar NDIAYE, « L'Agriculture, levier performant du Plan Sénégal émergent », Leral.net, décembre 2015.

des familles paysannes⁸. Face à des défis aussi importants, la promotion et l'accompagnement de la transition agroécologique dans la sous-région apparaissent désormais comme une condition sine qua non pour ouvrir des perspectives aux générations actuelles et futures. Cette exigence est d'autant plus persistante que l'utilisation massive de produits chimiques agricoles produit des conséquences destructrices à la fois pour les ressources naturelles et la santé humaine et animale. Sans être exclusif, ce dernier aspect sur la santé paraît particulièrement crucial pour les populations. C'est du moins l'avis des animateurs communautaires rencontrés lors de la mission de terrain à Koussanar et qui lui vouent un intérêt particulier.

La démarche agroécologique suscite clairement de vifs espoirs pour les producteurs agricoles. En grande partie, l'espérance repose sur le fait que cette pratique obéit à deux ordres de principes majeurs : (i) le principe de la pleine valorisation du potentiel des écosystèmes, qui repose notamment sur la captation de ressources externes abondantes, la stimulation de processus et flux physiques, chimiques et biologiques internes à l'écosystème ; et (ii) le principe de protection, d'amélioration voire de restauration des agroécosystèmes, grâce notamment à la fertilisation naturelle des sols et à la prise en charge de la question de la disponibilité de l'eau. Grâce à une articulation cohérente de diverses stratégies, les pratiques agroécologiques impulsent des systèmes plus productifs et plus résilients, notamment pour les cultures pluviales dont les performances sont perturbées par le changement climatique. L'agroécologie s'accompagne en outre de diverses opportunités de régénération des écosystèmes dégradés, de productivité, de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de développement économique et social basé sur la création d'emplois et de richesses. L'évaluation des effets socio-économiques et agro-environnementaux entrepris par les auteurs du rapport de capitalisation des expériences d'agroécologie en Afrique de l'Ouest (Laurent Levard et Bertrand Mathieu, 2018) a révélé plusieurs effets positifs au Sénégal.

2.2. Quelques initiatives majeures d'agroécologie en Afrique et au Sénégal

À l'échelle de la sous-région ouest-africaine, plusieurs projets et programmes d'envergure ont été mis en œuvre ces dernières années en rapport avec l'agroécologie. Sans être explicitement attributaires d'un cachet de partenariat multi-acteurs, ces initiatives ont eu pour objectif stratégique de promouvoir la transition agroécologique tout en répondant aux défis socio-économiques et environnementaux des régions géographiques ciblées. La cartographie des acteurs réalisée dans cette étude fournit des détails relatifs aux différentes initiatives, mais il convient d'ores-et-déjà de relever les exemples suivants expérimentés dans la sous-région et au Sénégal :

- Le Projet CALAO (capitalisation d'expériences d'acteurs pour le développement de techniques agro-écologiques résilientes en Afrique de l'Ouest) : il a été coordonné par l'association Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) et mis en œuvre par les associations AVSF, Gret, CARI, Agrisud International, Enda Pronat (Sénégal), ARFA (Burkina Faso), RAFIA et Inades-Formation (Togo), ainsi que l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD, Dakar), l'Université Nazi Boni (UNB, anciennement UPB), l'École Supérieure d'Agronomie du Togo (ESA-UL) et l'association Inter-réseaux Développement rural. Ce projet s'est appuyé sur une méthodologie commune de travail d'évaluation et de capitalisation visant à mettre à disposition des praticiens, des instances politiques et des institutions de coopération plusieurs intrants : (i) des références sur les effets et impacts agro-environnementaux et socio-économiques des pratiques et systèmes agro-écologiques ; et (ii) des éléments d'analyse des freins et leviers pour le développement des pratiques et des systèmes agroécologiques, en vue d'alimenter le dialogue entre acteurs, leurs réflexions et leurs décisions⁹ ;
- Le PATAE (projet d'appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'ouest) : il a été lancé le 27 avril 2018 à Abuja (Nigéria) sous la coordination de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA). Il vise à accompagner la transition agroécologique en Afrique à travers le financement de projets

⁸ Laurent Levard et Bertrand Mathieu, « Agroécologie : capitalisation d'expériences en Afrique de l'Ouest », Projet Capitalisation d'expériences d'acteurs pour le développement de techniques agro-écologiques résilientes en Afrique de l'Ouest (CALAO), février 2018,

⁹ L. Levard et B. Mathieu, « Agroécologie : capitalisation d'expériences en Afrique de l'Ouest », Projet Capitalisation d'expériences d'acteurs pour le développement de techniques agro-écologiques résilientes en Afrique de l'Ouest (CALAO), fév. 2018.

de terrain soutenant l'intensification agroécologique et les échanges d'expériences en vue de contribuer à l'élaboration de politiques publiques dans le secteur. Conçu pour une période de quatre ans (2018-2022), ce projet couvre la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo ;

- Le Programme « Reverdir le Sahel » : il vise la création d'oasis agroécologiques pilotes à travers l'appui à l'émergence d'un dispositif d'encadrement paysan et de formation agroécologique dans la région de Fatick au Sénégal. Ce projet a été conduit par l'Association Agro-écologie Solidarité avec les peuples du Sahel qui mène depuis 2007 une action de lutte contre la désertification et l'accaparement des terres en Afrique sahélienne, notamment au Sénégal¹⁰.
- Le Programme PARFAO (Promouvoir l'agroécologie par la recherche et la formation en Afrique de l'Ouest) : co-porté par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), ce projet se déroule sur trois ans (2017-2019) au sein de trois pays, à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. L'idée qui sous-tend l'initiative est de promouvoir l'agroécologie par la recherche et la formation en Afrique de l'Ouest, à travers l'accompagnement des projets porteurs de solutions innovantes en agroécologie. Sa mise en œuvre a permis déjà d'appuyer plusieurs projets au Sénégal dont (i) la mise en place d'un système d'alerte et de surveillance dans la nouvelle zone de pêche protégée (ZPP) de Hann Bel-Air, et (ii) le développement d'un système QR « Quid Response » pour améliorer la gestion de la pêcherie de ceinture (*trichiurus lepturus*) à Kayar¹¹ ;
- Le Projet fermes agro-écologiques d'ActSol en Casamance : il est initié par Action Solidaire pour le Développement et soutenu par CCFD-Terre Solidaire. Son objectif est de redonner à l'agriculture ses lettres de noblesse tout en luttant contre le phénomène de l'exode rural¹².

La liste des initiatives liées à l'agroécologie s'avère assez longue et s'enrichit chaque année davantage de nouveaux projets et programmes impulsés par divers acteurs. Toutefois, en l'absence de mise en cohérence axée sur une démarche de partenariat multi-acteurs, il est évident que les résultats demeurent significatifs, mais fragiles. En effet, l'analyse des résultats d'évaluation montre explicitement que le développement de l'agroécologie à grande échelle semble irréalisable sans une mise en harmonie de l'ensemble des interventions, y compris en matière de prise de décisions politiques. Cela semble d'autant plus important qu'il existe un certain scepticisme sur la pertinence et le caractère réaliste de l'agroécologie comme réponse aux défis majeurs des systèmes et des politiques agricoles en Afrique. Les évaluations de projets menés au Sénégal, au Burkina Faso et au Togo révèlent que les réticences proviennent à la fois des milieux paysans et des sphères décisionnelles, et concernent aussi bien les résultats agronomiques que les performances économiques de l'agroécologie. Le positionnement des acteurs à la base et les orientations politiques sont donc, de toute évidence, à reconsidérer en vue de parvenir à une plus large diffusion de pratiques agroécologiques.

III. L'AGROÉCOLOGIE EN THÉORIE ET DANS LA PRATIQUE

1. Concept de l'agroécologie et discours politiques

À l'évidence, l'agroécologie est un concept qui fournit une orientation, mais sa définition reste polysémique. Quoiqu'une certaine littérature date son usage massif à la fin des années 1980, il faut signaler que le terme n'est pas aussi récent. Il est employé pour la première fois en 1928 par Basil Bensin qui l'utilise pour désigner l'application de l'écologie à l'agriculture. Son propos reposait sur l'idée selon laquelle il est possible de produire mieux, tout en étant respectueux des écosystèmes et de la nature¹³. Bien que ce postulat soit attrayant, le concept d'agroécologie a eu du mal à sortir du milieu plutôt fermé des scientifiques et des chercheurs. Il faudra attendre plus d'une trentaine d'années pour voir les pratiques écologiques se concrétiser, notamment en Amérique Latine, comme réponses aux conséquences désastreuses de la

¹⁰ <https://www.microprojets.org/projets/creation-doasis-agroecologiques-pilotes-dans-la-region-de-fatick-senegal>

¹¹ <https://www.journaluniversitaire.com/parfao>

¹² <https://ccfd-terresolidaire.org/projets/afrique-subsaharienne/senegal/les-fermes-agro>

¹³ Uniterre, mars, 2012 « L'agroécologie, un concept qui prend en compte les dimensions multiples de l'agriculture ». [En ligne] : https://uniterre.ch/zjoom/data/docs/journal/dossier_agroecologie_2012.pdf

production industrielle. En effet, le succès de l'agroécologie, en tant que concept scientifique, intervient à la suite de la première révolution verte des années 1980. Le mot se charge alors d'une acception renvoyant à l'application des concepts et des principes de l'écologie à l'étude, la conception et la gestion d'agroécosystèmes durables. Sur le plan scientifique, l'agroécologie brasse des connaissances de l'agronomie, de la biologie et de la science des écosystèmes. Cette mixité d'approches en fait définitivement une démarche scientifique capable de répondre aux exigences du développement agricole et de la protection de l'environnement.

Bien qu'elle repose très largement sur une démarche scientifique, l'agroécologie obéit à une approche pluridisciplinaire intégrant à la fois des aspects de recherche scientifique, un ensemble hétéroclite de pratiques agricoles et une approche politique permettant d'adresser les questions relatives à l'insécurité alimentaire qui prévaut dans les pays en développement. De façon pratique, l'agroécologie est avant un « *système de culture* » destiné à réduire la pression sur l'environnement, sans pour autant sacrifier les objectifs de productivité. Cela passe par une gestion rationnelle de l'utilisation des ressources hydriques et de la consommation d'énergie. En clair, il s'agit d'une alternative crédible à l'agriculture intensive qui, vraisemblablement, n'a pas tenu toutes ses promesses en termes d'amélioration des rendements et de préservation des écosystèmes naturels.

C'est donc face à l'échec des modèles productivistes conventionnels que l'agroécologie a émergé comme une réponse possible aux défis cruciaux du XXI^e siècle. C'est une approche qui croise à la fois science, mouvement social et valorisation des pratiques paysannes¹⁴. Elle repose sur trois dimensions (respect de l'environnement, économie performante, promotion du développement humain) et s'appuie sur des principes forts (préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, limitation des externalités négatives, génération de revenus sûrs et locaux, valorisation de l'humain et des dynamiques sociales), tout en répondant à des enjeux fondamentaux comme l'invention d'un nouveau modèle agricole.

Au Sénégal, le développement des pratiques agricoles inspirées de la philosophie agroécologique s'est faite de façon concomitante au développement du mouvement social observé au niveau international. C'est en effet au début des années 1980, qu'on assiste aux premières initiatives de formation des maraichers en écologie, avec des ONG comme Enda Pronat, Plan Afrique, Rodal International, les Brigades Vertes et la Fondation New Field. L'action des pionniers comme Enda Pronat s'est avérée marquante, à telle enseigne que l'agroécologie a fait l'objet d'une attention particulière de la part des décideurs politiques. Les projets impulsés par cette ONG au niveau du Sénégal oriental et dans les Niayes ont insisté sur l'expérimentation et la formulation d'un message clair sur les vertus de l'agroécologie qui se présente désormais comme un rempart contre les externalités négatives des systèmes agricoles conventionnels. Le plaidoyer semble avoir également fonctionné et le Dr. Macoumba Diouf, Directeur de l'horticulture, reconnaît désormais que « *l'agroécologie peut offrir au Sénégal beaucoup d'avantages dans la pratique d'un système de production plus durable et plus respectueux de l'environnement* »¹⁵.

Lors du Symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition qui s'est tenu au siège de la FAO en septembre 2014, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Papa Abdoulaye Seck avait évoqué la position du Sénégal qui est de « *répondre à un marché international, mais aussi de léguer un héritage environnemental de qualité, gérer le présent, mais également tenir compte de la solidarité générationnelle en agriculture* ». Une telle option doit reposer de son point de vue sur une « *démarche d'agroécologie co-construite, co-gérée et co-évaluée* »¹⁶.

¹⁴ OIT, « L'agriculture biologique au Sénégal : État des lieux et potentiel d'investissement dans le cadre d'une transition verte », Rapport final, janvier 2013.

¹⁵ SeneNews : « Dr Macoumba Diouf, Directeur de l'horticulture : L'agro-écologie offre l'opportunité d'une production durable », novembre 2015. [En ligne] : https://www.senenews.com/actualites/dr-macoumba-diouf-directeur-de-lhorticulture-lagro-ecologie-offre-lopportunite-dune-production-durable_143416.html

¹⁶ Dakar Actu, « Le Sénégal au Symposium international sur l'agro-écologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition au siège de la FAO », septembre 2014. [En ligne] : https://www.dakaractu.com/Le-Senegal-au-Symposium-international-sur-l-agro-ecologie-pour-la-securite-alimentaire-et-la-nutrition-au-siege-de-la_a75372.html

Récemment, lors de son traditionnel discours à la nation tenu le 31 décembre 2018, le président Macky Sall a annoncé une « *préparation du Sénégal* », pays sahélien, à la transition écologique à travers le « *PSE Vert* ». Il a affirmé que : « *Si l'on parle de transition agroécologique, cela veut dire qu'il y a une nécessité de changer notre système de production. La sécheresse, la coupe abusive de bois, l'utilisation incontrôlée de l'engrais chimique sont les causes fondamentales de la dégradation de l'environnement* ». Cette volonté déclarée du Président de la République a été renouvelée, lors de la campagne électorale de février 2019, avec un accent particulier porté sur les besoins d'une reforestation durable du territoire national qui est censé préparer le pays à faire face aux défis globaux du XXI^e siècle. Cette initiative contenue dans le PSE est relative à la « *nécessaire transition agroécologique* » à entreprendre, en vue de sécuriser l'alimentation des générations futures. Pour y parvenir, le Chef de l'Etat a annoncé qu'un programme de « *reforestation durable du territoire national* » sera mis en œuvre dans les zones semi-arides et en relation avec les collectivités territoriales. De même, la création d'une Agence Sénégalaise de Protection des Forêts a été annoncée.

À l'analyse, les autorités sénégalaises affichent une volonté manifeste de faire progresser les chantiers de l'agroécologie. La persistance des baisses de rendements, la démultiplication des répercussions néfastes du changement climatique, la paupérisation croissante des populations rurales et la prolifération des initiatives agroécologiques dans le pays font qu'il est devenu difficile ou tout simplement irréaliste d'ignorer les opportunités qu'offre l'agroécologie. Néanmoins, entre les constructions discursives et les prises de décisions réellement porteuses d'effets, il y a un fossé tellement important que certains acteurs de terrain n'hésitent à interpeller l'Etat face à ses responsabilités.

À défaut d'être ambigu, le discours des pouvoirs publics apparaît avec des germes potentiels de confusions susceptibles de compromettre la formulation des choix politiques. À titre d'exemple, le discours des décideurs n'apporte aucun éclairage sur les fondamentaux de la vision stratégique de l'Etat et fait l'impasse sur les éléments de différenciation à observer entre la « *nouvelle vision* » portant sur l'agroécologie et celle ayant sous-tendu les programmes successifs de reboisement à l'échelle nationale. Or, à défaut de préciser la vision gouvernementale sur l'agroécologie en amont, le risque est grand de reproduire des logiques antérieures qui ont déjà engouffré d'énormes ressources publiques, tout en montrant leurs limites objectives dans le temps. Le fait de penser globalement les différentes conditions de la transition agroécologique est une nécessité pour bâtir une vision politique forte. Un tel exercice permet de réaliser une transition d'ensemble des différents systèmes de production en crise vers des systèmes agroécologiques performants.

2. L'agroécologie selon Enda Pronat : un projet de société avant tout

Enda, de manière générale, s'est forgé une réputation de « *bâisseur d'alternatives* ». La vision et l'action de l'entité Enda Pronat s'inscrivent fondamentalement dans cette logique. Ses expérimentations de terrain ont démarré en 1986 et se sont consolidées, à partir de 1994, sur la base d'une démarche de recherche-action ayant impliqué dans un premier temps des individus (champs ou exploitations familiales), avant de s'orienter résolument vers les groupements de femmes à l'échelle communautaire (villages, terroirs et collectivités territoriales). Quel que soit l'échelon considéré, la démarche est ancrée sur les réalités endogènes pour recentrer les interventions sur les objectifs des agriculteurs, la création et la diffusion de savoirs et de savoir-faire, la préservation de l'environnement, la promotion de l'équité et de la justice sociale, la sauvegarde des droits des communautés d'accéder à la terre et aux autres ressources naturelles, le plaidoyer pour influencer les politiques publiques. La méthodologie développée par Pronat est basée sur le dialogue, la concertation et l'implémentation des outils divers, comme par exemple les champs écoles paysans (CEP) et l'approche village/terroir qui permettent de promouvoir l'apprentissage en commun, le partage des connaissances et la démultiplication des expériences.

Dans le cadre de ses activités visant la transition agroécologique, Enda Pronat apporte un appui à plusieurs localités, notamment : (i) le terroir de Lérabé, avec un projet de mise en place d'un modèle de gouvernance inclusif et équitable des terres, de développement d'un périmètre irrigué basé sur les principes agro-écologiques et d'un système de maîtrise des crues susceptibles d'inspirer les politiques de développement agricole dans l'ensemble de la vallée du fleuve Sénégal ; (ii) la zone de Koussanar, à travers un projet de redynamisation d'une convention communale de gestion durable des ressources naturelles, avec en ligne

de mire le renforcement des performances agroécologiques des exploitations familiales ; et (iii) la commune de Ndiob, où il s'agit d'un projet d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de gestion agroécologique, avec l'intensification des pratiques d'une agriculture durable par les exploitations familiales¹⁷.

Au regard des nombreuses initiatives et réalisations, Enda Pronat se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur au niveau national en termes de promotion de l'agro-écologie. Ces actions sont largement appréciées par les acteurs locaux qui témoignent de son importance et de son engagement pour réussir la TAE.

Si Enda Pronat a pu réussir à impulser une dynamique autour des pratiques agroécologiques, c'est surtout grâce à une démarche inclusive soucieuse, en amont, de confier des responsabilités à chacune des catégories d'acteurs en présence. Cette démarche de mise en relation a permis notamment à Enda Pronat de se positionner comme un partenaire transparent, digne de confiance et capable de se mobiliser pour des causes diverses. En ce qui concerne le développement des pratiques agroécologiques à l'échelle des exploitations familiales et des groupements, l'entité a élaboré et mis en œuvre des instruments de gouvernance locale et durable des ressources naturelles. Entre 1994 et mars 2019, ses interventions ont pu mobiliser plus de 80 villages, impulsant ainsi une première étape de mise à l'échelle de la transition agroécologique, avec l'engagement des décideurs locaux au sein des communautés partenaires et dans le cadre du Réseau des communes et villes vertes du Sénégal (REVES)¹⁸.

La stratégie d'intervention d'Enda Pronat sur les questions d'agroécologie est fortement corrélée à la vision globale que les responsables de l'entité de la démarche et de son sens profond. Pour ces derniers, le concept d'agroécologie ne peut pas être réduit à ses seules dimensions techniques. Tout au contraire, la démarche agroécologique fait appel à un projet de société à bâtir sur la base des réalités contextuelles spécifiques.

En partant de la réalité des populations, il devient difficile pour Enda Pronat de se tenir à l'écart des problèmes fonciers qui marquent continuellement l'actualité des exploitations familiales au Sénégal et dans la sous-région ouest-africaine. En parlant de transition agroécologique, Enda Pronat considère que sa faisabilité est liée au volet foncier. L'entité s'est longuement mobilisée, dans le cadre de la réforme foncière, en insistant sur la nécessité d'une vision politique structurée autour de l'agroécologie. Son combat est soutenu par la volonté de donner aux collectivités locales un rôle effectif et un droit de regard sur les ressources naturelles, notamment en ce qui concerne la distribution des terres. Cela est d'autant plus important que pour Pronat il est impossible pour un pays de concilier des options antagoniques, notamment : (i) promouvoir la diversité des activités rurales, protéger l'environnement, développer l'élevage, l'agriculture, la cueillette et gérer l'utilisation des ressources forestières ; et (ii) laisser certaines personnes « *s'accaparer des terres comme elles veulent* »¹⁹. Conformément à ce souci de mise en cohérence des pratiques, Enda Pronat a initié plusieurs actions de démonstration et de dialogue politique relayées par un plaidoyer qui a reçu l'adhésion d'acteurs divers : organisations paysannes, ONG, universités et centres de recherche, institutions publiques, décideurs politiques, acteurs économiques, plateformes et réseaux de partenaires. Les fondamentaux ont donc été mis en place pour progresser vers une transition agroécologique à grande échelle.

IV. FONDAMENTAUX DE LA MISE À L'ÉCHELLE DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

L'analyse réalisée dans le cadre de l'étude, en lien avec le questionnement sur les facteurs de succès du partenariat multi-acteurs a pris en compte plusieurs paramètres. Le premier s'intéresse aux caractéristiques du jeu d'acteurs en présence, à travers une cartographie des profils existants au niveau local, national et sous-régional. Il dresse en même temps le bilan concernant les domaines d'intervention, les échelles de réalisations et les leçons apprises de processus. Le deuxième paramètre aborde les réalisations au filtre

¹⁷ Enda Pronat, « Concept note de la démarche sur le partenariat multi-acteurs pour la transition agro-écologique », mars 2019.

¹⁸ Le REVES englobe une trentaine de collectivités ayant pour objectif de contribuer au développement de politiques territoriales fondées sur les principes de l'agroécologie, surtout en termes de bonne gouvernance des ressources naturelles.

¹⁹ Extrait d'entretien avec Enda Pronat, mars 2019.

d'une grille de lecture permettant d'en juger la pertinence. Enfin, le troisième aspect du raisonnement porte sur des analyses de discours articulés autour de plusieurs facteurs substantiels censés sous-tendre la mise en œuvre du partenariat multi-acteurs.

1. Caractérisation du jeu d'acteurs et des pratiques de collaboration

1.1. Analyse des principaux acteurs de l'agroécologie

L'analyse des interventions menées par les acteurs dans le domaine de l'agroécologie laisse apparaître une multitude d'acteurs que l'on peut répartir en deux groupes. Il s'agit : (i) des ONG et organisations internationales ; et (ii) de l'Etat et de la société civile. Toutes ces catégories ont en général pour principale cible les populations locales, organisées pour la plupart en structures variées (associations, groupements, OCB, etc.).

Bien que le travail de collecte et d'analyse de données n'ait pas pu permettre d'attribuer un nombre précis à chaque catégorie, les observations ont abouti à l'identification et à la classification des acteurs au niveau sous-régional et national, en se fondant essentiellement sur leurs actions en faveur de la TAE.

Le tour d'horizon réalisé sur les interventions existantes en matière d'agroécologie montre que ce sont les ONG qui exercent le leadership en matière d'impulsion d'initiatives à différentes échelles. C'est le cas par exemple de l'ONG GRET qui intervient dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, en l'occurrence : (i) la Guinée, où il déroule en partenariat avec une organisation paysanne, dans le cadre d'un projet sur la restauration des terres ; (ii) de la Mauritanie qui abrite un projet d'agroécologie dans une zone affectée par la sécheresse ; et (iii) du Sénégal où son projet TERRIA, mené en partenariat avec la FONGS s'emploie à renforcer la sécurisation foncière pour une transition agroécologique au sein de bassin arachidier²⁰.

C'est dans cette même dynamique qu'intervient également AVSF, qui soutient les agricultures paysannes face à l'invasion des producteurs industriels (agriculture et élevage) et aux tendances inquiétantes de concentration et d'accaparement des terres. AVSF a fait le choix d'agir pour défendre les droits et rôles des femmes rurales, en œuvrant notamment pour leur autonomisation basée sur le renforcement d'organisations de productrices, réunies en coopératives et fédérations puissantes et reconnues²¹. Au Sénégal, AVSF intervient principalement en Casamance (réduction de la vulnérabilité socio-économique de plus de 10 000 familles, grâce à l'augmentation de la productivité des principales cultures vivrières) et dans le Ferlo (amélioration des performances de l'élevage pastoral dans un contexte de changement climatique impactant plus de 3 000 familles). Quant à AGRISUD, surnommé également « la petite ONG d'une grande cause », elle s'est défini une principale mission consistant à permettre à des communautés humaines des pays du Sud de vivre décemment sur leur terre et de leur terre²². Cette ONG intervient dans plusieurs pays de la sous-région, avec des projets novateurs et structurants. Il s'agit par exemple : (i) du projet « PRODIAG²³ » mis en œuvre à la fois au Gabon en partenariat avec l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD) en vue de poursuivre les expérimentations et la diffusion de solutions techniques adaptées et durables ; et (ii) du projet d'appui au pôle de compétences en agro-écologie, lancé en Guinée Bissau et au Sénégal (initiative de redynamisation de la production agricole dans les départements de Bambey, Diourbel, Fatick et Mbacké).

En dehors des ONG qui constituent de véritables acteurs pour la promotion de la TAE en Afrique, on remarque l'intervention d'autres acteurs non moins importants, en l'occurrence l'Etat et les réseaux d'acteurs. Parmi les plus visibles, il y a par exemple le ROPPA qui a été créé en 2000 au Bénin, à partir d'une initiative propre aux organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest. Le ROPPA s'est positionné progressivement comme un outil en matière de défense et de promotion des exploitations familiales qui constituent le principal système de production agrosylvopastorale dans la sous-région ouest-africaine²⁴. Ses interventions se déroulent pratiquement dans tous les pays de l'Afrique de

²⁰ Pv réunion sur le renforcement de nos synergies d'action pour la promotion de l'agro-écologie, Enda pronat, novembre 2018.

²¹ www.avsf.org

²² www.agrisud.org

²³ Programme de développement et d'investissement agricole au Gabon

²⁴ www.roppa-afrique.org

l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Sénégal). Dans le même sillage, il y a l'Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO), qui est une plateforme de coordination et de relais d'informations composée d'organisations paysannes, d'instituts de recherche/universités, d'ONG et de mouvements sociaux. Elle a été créée en avril 2018 à Dakar par le ROPPA et IPES-Food, en collaboration avec plus d'une trentaine d'organisations qui ont élaboré conjointement une stratégie visant à soutenir, par l'action, le développement de l'agroécologie et des systèmes alimentaires durables en Afrique de l'Ouest²⁵. Aux acteurs précités s'ajoute un mouvement associatif citoyen dénommé « COPAGEN », créé en 2004 et regroupant des organisations de la société civile au sein des huit pays de l'espace UEMOA. La COPAGEN vise notamment à contribuer à la promotion des droits des communautés sur les ressources génétiques dans un contexte où elles sont victimes de divers fléaux tels que les OGM, la bio-piraterie et l'accaparement des terres²⁶.

La liste des initiatives est longue, mais les différentes observations menées permettent de conclure que les acteurs clés de la dynamique de l'agroécologie à l'échelle sous-régionale sont les ONG qui se font accompagner par leurs partenaires internationaux. La démarche de partenariat multi-acteurs pourrait donc s'attacher à renforcer leur présence en les amenant notamment à jouer une plus grande partition aux côtés des acteurs de la transition agroécologique évoluant au niveau national.

Au niveau national, l'analyse de la situation des acteurs laisse apparaître une pluralité remarquable ainsi que des disparités en termes de répartition spatiale des zones d'intervention et d'influence des uns et des autres. Cette répartition inégalitaire se traduit en particulier par des déséquilibres inter et intra-régionaux en matière de réalisations et d'avancées résultant des initiatives impulsées en rapport avec la TAE. Le diagnostic permet de mettre en exergue et de répartir les intervenants en plusieurs catégories : (i) l'Etat et ses démembrés (ministères, directions, agences et collectivités locales, dans une moindre mesure) ; (ii) les ONG et OCB, avec une présence remarquable des organisations paysannes, des associations de producteurs ; et (iii) les sociétés privées d'exportation et de formation sur les pratiques afférentes à l'agroécologie.

En ce qui concerne la présence de l'Etat, elle demeure marquée principalement par l'empreinte des structures de formation et d'encadrement recensées au cours de la mission. C'est le cas notoire des organismes comme la DADL, l'ENSA, l'UGB, l'UCAD, l'ISRA et autres, qui assument un rôle portant sur la recherche scientifique, la mise en place d'outils d'aide à la décision et la formation des populations aux différentes techniques, enjeux et défis relatifs à l'agroécologie. À titre d'illustration, la Direction d'appui au développement local (DADL) apporte un appui important consistant à assurer l'encadrement et la formation technique des populations dans tous les domaines du développement social et économique à la base. De même, l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) contribue à apporter des réponses aux enjeux nationaux et internationaux de l'agriculture et du développement, à travers la formation d'ingénieurs agronomes et de spécialistes aptes à appréhender l'ensemble des facteurs scientifiques, techniques, socio-économiques, humains et culturels qui caractérisent l'environnement agricole à la fois complexe et changeant²⁷.

S'agissant des ONG, elles constituent sans doute les acteurs les plus visibles en matière d'accompagnement et d'appui technique et financier aux mouvements et organisations paysannes. Elles sont présentes dans plusieurs localités et leur échelle d'intervention va du local au national, voire l'international. Leurs domaines d'intervention varient et se diversifient considérablement, avec un accent singulier porté sur la sensibilisation, l'appui organisationnel et le renforcement des producteurs agroécologiques. Parmi les ONG, Enda Pronat a été citée par ses pairs et par les populations comme un pionnier et une référence en termes de promotion de l'agroécologie au Sénégal. En effet, Enda Pronat s'est attachée, depuis les années 1980, à soutenir les sociétés paysannes ouest-africaines dans la défense de leurs droits et ce, dans un contexte plus large de promotion d'un modèle agricole durable²⁸. Elle a par ailleurs développé une

²⁵ Compte rendu de l'atelier national des membres de l'alliance 3AO basés au Sénégal, Enda Pronat, janvier 2019.

²⁶ www.copagen.org

²⁷ www.ensa.sn

²⁸ www.endapronat.org

démarche de recherche-action qui l'a amenée à mettre en place une stratégie d'accompagnement à la création d'organisations paysannes aptes à s'approprier progressivement et en pratique les concepts d'agroécologie comme alternative au modèle agricole productiviste²⁹.

Aux côtés des ONG, les OCB constituent des acteurs majeurs regroupant des organisations paysannes, des associations et des fédérations de producteurs biologiques et intervenant principalement au niveau local (communes, villages). Ces différentes organisations s'activent notamment dans la production, la transformation et la commercialisation de produits certifiés bio. Elles sont localisées principalement au Sud (zone Casamance), à l'Ouest (zone des Niayes et Thiès) et dans la vallée du fleuve Sénégal au Nord-Est du pays dans les régions de Saint-Louis, Matam ainsi que dans le Sénégal oriental (Tambacounda).

Enfin, la troisième catégorie se compose des sociétés privées qui sont spécialisées dans des formations pratiques sur l'agroécologie, l'exploitation et l'exportation de produits certifiés bio. Le plus souvent, ces sociétés travaillent en collaboration avec les organisations paysannes, en vue de leur permettre de vendre et d'exporter leurs produits à l'international. En ce qui concerne les sociétés privées de formation, il y a lieu de citer par exemple « la ferme école de l'ACTSOL » en Casamance, créée à Tobor (région de Ziguinchor) dans l'objectif de former des professionnels et des militants de l'agroécologie. En dehors de la formation, certaines sociétés privées opèrent dans le domaine de l'exploitation de produits biologiques. C'est le cas par exemple de Bio Niayes Organisation qui produit et exporte des produits biologiques certifiés et du Groupe Bio Casamance qui est actif dans l'accompagnement des producteurs et dans l'exportation de produits biologiques, en l'occurrence la mangue.

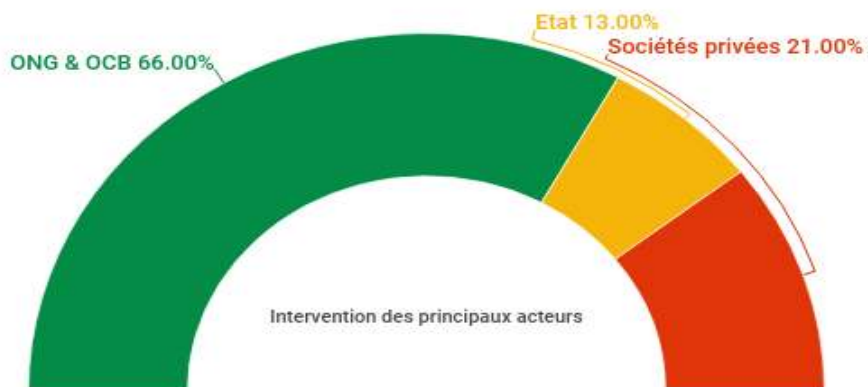
En somme, les interventions dans le processus de la TAE au niveau national sont essentiellement le fait des Organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations communautaires de base (OCB), dont la contribution se chiffre à hauteur de 66% du total des actions recensées dans le cadre de la présente étude³⁰. En plus de ces acteurs particulièrement distingués, il y a bien évidemment les sociétés privées (21%) et l'Etat qui intervient à hauteur 13%.

A côté de ces acteurs précités pour leurs actions dans la transition agroécologique, il y d'autres qui ne sont pas orientés exclusivement dans l'agroécologie mais qui constituent des alliés non moins importants dans la définition des politiques et la construction de la démarche multi-acteurs. Parmi eux, il y a notamment : (i) le Forum Civil Sénégalais dont l'un des principes directeurs est la promotion d'une démocratie globale et participative déclinée dans toutes ses dimensions (politique, sociale, économique et culturelle) ; (ii) le CICODEV-Africa qui est une association internationale de droit sénégalais ; à but non lucratif et dont l'objectifs est de promouvoir l'émergence d'un mouvement de citoyens-consommateurs conscients de l'impact de leurs choix de consommation sur le commerce, l'environnement et le développement ; et (iii) l'ANSTS (Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal) dont l'objectif est d'assister, de conseiller l'Etat sénégalais et les Institutions Publiques et Privées dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de la Politique Nationale en matière de Science et de Technologie.

²⁹ Atelier d'information, de formation et d'échange sur le processus multi-acteurs, Enda pronat, Décembre 2018

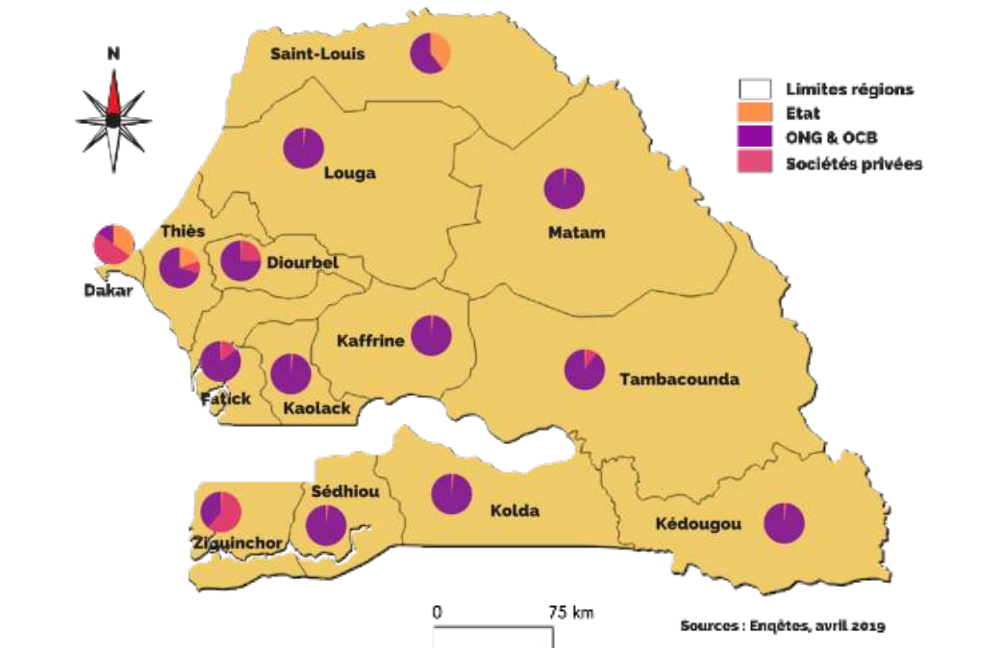
³⁰ Ces valeurs sont indicatives et ont été calculées sur la base de l'ensemble des interventions analysées dans le cadre de cette étude.

Figure 1 : Parts relatives des acteurs principaux en fonction du nombre d'interventions recensées



La cartographie de ces trois catégories d'acteurs à l'échelle des régions du Sénégal laisse également apparaître une très grande disparité, en termes de couverture du pays et d'actions initiées³¹.

Figure 2 : Répartition des interventions d'acteurs de l'agroécologie par région



Cette cartographie des interventions des différentes catégories d'acteurs de l'agroécologie renseigne au moins sur deux points déterminants : (i) les ONG et les OCB sont les plus représentatives au niveau des régions ; et (ii) les régions de Dakar et Thiès sont les mieux servies en termes de nombre d'acteurs et par conséquent d'interventions. La particularité de ces deux régions réside dans le fait qu'elles concentrent une large proportion de la population sénégalaise (36,2% à elles seules selon l'ANSD, mars 2018) et abritent en même temps un lot très important d'équipements et d'infrastructures de toutes sortes. De telles distorsions et iniquités spatiales constituent un point essentiel pour la réflexion stratégique censée sous-tendre les différentes initiatives de développement économique et social.

De façon plus détaillée, la répartition géographique des différents acteurs permet de formuler les remarques suivantes :

³¹ Cette cartographie se fonde également sur les différentes initiatives sur l'agroécologie répertoriées et analysées durant la recherche. Elle demeure indicative, mais renseigne néanmoins sur les inégalités en termes de maillage du territoire national par les programmes et projets, tout comme par les acteurs eux-mêmes considérés individuellement.

- En matière d'agroécologie, l'intervention de l'Etat s'avère relativement limitée dans les régions. Sur la trentaine d'initiatives analysées, seules les régions de Dakar, Thiès et Saint-Louis ont été mentionnées comme espaces de présence notoire de l'Etat. Ces interventions étatiques sont pour la plupart le fait de centres et instituts de formation en agroécologie, notamment l'ENSA, l'UGB, l'UCAD et l'ISRA ;
- Bien que les ONG, les organisations et associations paysannes soient fortement représentées à l'échelle nationale, le schéma de leur répartition spatiale demeure inégalitaire. Pour l'essentiel, trois régions se distinguent en termes de nombre d'acteurs de types ONG et OCB. Il s'agit de la région de Thiès qui totalisent neuf (9) organisations, de la région de Tambacounda avec un nombre huit (8) et enfin de la région de Sédhiou avec sept (7) organisations intervenantes. Louga (1) et Matam (2) ont été identifiées comme les régions les moins servies par les organisations recensées.
- Les sociétés privées à orientation agroécologique sont, tout comme les structures étatiques, assez limitées numériquement à l'échelle du territoire national. Leur analyse laisse apparaître la région de Dakar (avec 6 sociétés) et celle de Ziguinchor (3 sociétés) comme zones de prédilection des initiatives privées.

1. 2. Domaines, intérêts et échelles d'intervention des acteurs

L'analyse des interventions des acteurs engagés dans le processus de la transition agroécologique met en exergue une panoplie de domaines qui varient fortement en fonction de la catégorie d'acteurs considérée, des intérêts stratégiques, des orientations et objectifs socioéconomiques visés. Ces différents domaines ont été organisés en plusieurs rubriques corrélées à des sphères d'influence. Il s'agit de : (i) production et transformation de produits biologiques ; (ii) commercialisation et exportation des produits bio ; (iii) formation en agroécologie et sur ses pratiques ; (iv) assistance/appui technique et financier aux associations et organisations paysannes productrices de produits biologiques ; (v) sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (vi) gestion des forêts et agroforesterie ; et enfin (vii) biodiversité et foncier.

L'analyse des acteurs intervenant dans le domaine de « la production et la transformation de produits biologiques » permet de conclure qu'ils sont composés majoritairement de fédérations, d'associations et d'organisations paysannes. Hormis l'expérimentation des pratiques agricoles biologiques, leur principale mission s'articule autour du partage de moyens et de bonnes pratiques, ainsi que de la facilitation des conditions de faisabilité d'une agriculture saine et durable. Parmi ces acteurs qui interviennent essentiellement au niveau local et national, on peut citer : AAJAC/COLUFIFA et URPROFOS à Sédhiou, FAPD et COPEBAN à Thiès, APROVAG en Casamance, UGAN dans le Sine-Saloum.

S'agissant du domaine d'intervention relatif à la commercialisation et à l'exportation de produits biologiques, il intéresse spécialement les sociétés privées à l'image notamment d'Agrina Sénégal, Sham Sénégal, Groupe Bio Niayes Organisation et Bio Casamance. Parmi ces sociétés privées spécialisées dans l'exportation, le groupe Bio Niayes Organisation semble constituer un acteur majeur dans le secteur, en raison de l'importance des potentialités agroécologiques dont dispose sa zone d'intervention. Créée en 2008 dans le cadre d'un programme financé par la FAO³², cette organisation a exporté en 2012 près de 600 tonnes de mangues certifiées bio par la société E3Lothis.

Une transition réussie vers l'agroécologie nécessite également une connaissance solide des enjeux et des défis se rapportant au processus. C'est sans doute pour cette raison que certains acteurs ont fait de la formation leur centre d'intérêt pour structurer et transmettre des savoirs et savoir-faire portant sur les techniques et les principes fondateurs de la démarche d'agroécologie. Ces catégories d'acteurs sont principalement des structures privées qui déroulent des curricula à travers des fermes académiques, ainsi que des structures publiques comme les écoles, instituts et universités qui offrent des formations spécifiques ou intègrent tout simplement des aspects de la production biologique dans leurs maquettes de Licence ou de Master. En matière de formation sur l'agroécologie, ce sont en réalité les structures privées qui dominent assez largement. À titre d'illustration, on peut citer la *Ferme école agroécologique de Kaydara*, située dans la région de Fatick et créée en 2003 par l'association Jardins d'Afrique. Dans cette ferme, « les jeunes se retrouvent à toutes les étapes des techniques agroécologiques, végétales et animales. Au cours de la

³² Amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des petits exploitants en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale par l'exportation de produits tropicaux biologiques et du commerce équitable 2005-2009.

formation, les éléments de capital nécessaires à leur installation leur sont fournis : capital foncier, capital végétal (arbres fruitiers arbres de forêt, fourrage), capital animal (volaille, lapins ou ânes), capital semencier, savoir agro-écologique et technologique et capital financier alimenté par la vente de la production du stagiaire durant l'année »³³. L'autre exemple ayant fait l'objet d'une visite au cours de cette mission est la ferme Beer Sheba. Sa réussite semble tellement éclatante que cet « oasis perdu dans le désert » suscite la curiosité de nombreux observateurs et visiteurs, y compris des élus et des producteurs de la commune de Ndiob (région de Fatick).

Le domaine d'intérêt relatif à l'assistance et à l'appui technique et financier concerne surtout les ONG et autres acteurs de la société civile qui conjuguent leurs efforts avec des moyens attribués par divers partenaires, en vue de proposer un encadrement aux organisations de base dans leur travail de production. Enfin, d'autres acteurs interviennent dans des domaines non moins cruciaux, en l'occurrence : (i) la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec notamment la RAPDA qui œuvre pour l'effectivité du droit à l'alimentation en Afrique ; (ii) la gestion des forêts et l'agroforesterie, avec l'ISRA et le CARI qui lutte contre la désertification et la dégradation des terres en zones arides³⁴ ; et (iii) la biodiversité et le foncier, à travers la mobilisation du CRAFS dans le plaidoyer en faveur de la relance et de l'aboutissement du processus de réforme foncière³⁵.

2. Analyse des relations actuelles de collaboration et de la pertinence d'une démarche multi-acteurs

2.1. Types de relations entre acteurs et perspectives d'un PMA

En capitalisant les différentes pratiques de collaboration entre les acteurs engagés dans le processus de la transition agroécologique, de l'échelle locale au niveau sous-régional, les analyses révèlent l'existence de trois niveaux hiérarchiques de relations à la fois enchevêtrés et interdépendants. Le premier niveau de collaboration implique des acteurs locaux (APROVAG par exemple) qui travaillent entre eux-mêmes, tout en coopérant avec des acteurs nationaux (ONG et Etat notamment). Dans ce cadre, les acteurs locaux sont spécialisés dans l'exploitation et la production, tandis que les acteurs nationaux assurent une fonction d'accompagnement décisive qui vise à faciliter l'accès aux ressources génétiques, aux équipements agricoles et au marché, mais aussi à former les acteurs et à valoriser leur statut. Même si une telle collaboration revêt une forme classique et peut être assimilée à l'assistance technique et financière, elle est réellement bénéfique pour les parties prenantes, en particulier les acteurs locaux qui ne peuvent pas compter sur leurs propres forces pour satisfaire tous leurs besoins. En ce qui concerne les autres types de collaboration (deuxième et troisième), il y a lieu de mentionner la présence de plateformes multi-acteurs nationales et sous-régionales (GDSP et 3AO, entre autres) qui mènent des activités et impulsent des dynamiques porteuses d'intérêt pour leurs différents membres. Pour l'essentiel, ces plateformes multi-acteurs sont de composition mixte (parties prenantes intervenant au niveau local et national). Elles ont été mises en place dans le but de structurer et/ou de renforcer la collaboration entre les acteurs. Pour concrétiser cette ambition, l'accent est mis sur le renforcement de l'efficacité de la coordination, le partage d'informations, la promotion et l'accompagnement de la TAE, en mobilisant des OP, des instituts de recherche/universités, des ONG internationales et des mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest.

À l'évidence, ce sont de fortes relations de collaboration qui existent entre les différents acteurs de l'agroécologie à l'échelle locale, nationale et sous-régionale. Ces relations sont souvent anciennes et bâties sur un socle de confiance et de bonne cohabitation, même si des situations d'incompréhension ou de conflit surviennent parfois entre les groupes d'acteurs. Ce constat se justifie très largement au regard des listes de partenaires impliqués dans les différents projets et programmes, de même qu'à l'observation des feuilles de présence à des ateliers et autres rencontres organisées les acteurs. En effet, l'examen de ces matériaux révèle une grande diversité d'acteurs qui partagent leurs expériences, s'informent parfois sur divers objets, participent ensemble à des séances de lancement de projets, de restitution d'études, de validation de résultats, etc. Cependant, lorsqu'il s'agit de soumettre des projets conjoints, de structurer un plaidoyer

³³ www.fao.org

³⁴ <http://www.cariassociation.org>

³⁵ « Déclaration du CRAFS pour la relance du processus de la réforme foncière », Ipar, décembre 2017.

commun ou de mutualiser les ressources humaines et financières pour relever des défis transversaux, la collaboration entre les acteurs s'avère parfois défailante.

L'analyse a porté sur une dizaine de critères qui ont été sélectionnés sur la base de l'exploitation des dires d'acteurs rencontrés au niveau des sites de l'étude ou interrogés directement en ligne ou au téléphone (figure 3). Pour l'essentiel, les témoignages de ces personnes ressources mettent en exergue des manquements structurels, ainsi que des défis importants à relever inéluctablement pour aboutir à une transition agroécologique réussie.

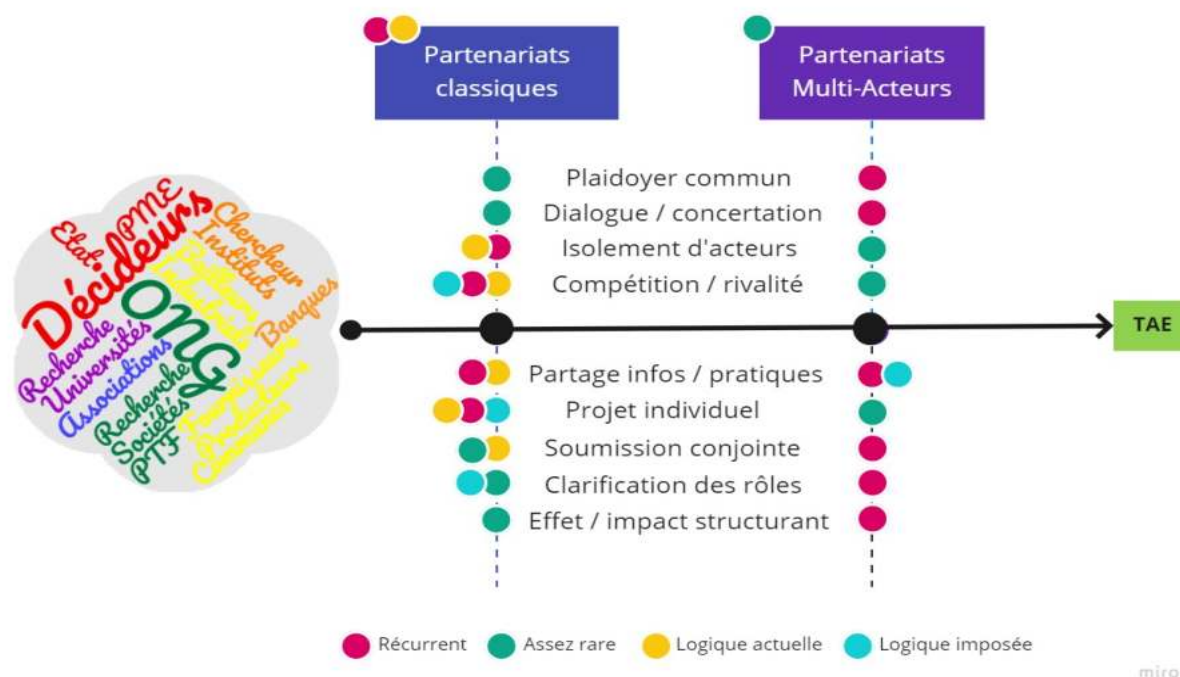


Figure 3 : Indicateurs d'évaluation de la collaboration entre acteurs de la TAE

Entre les formes classiques de collaboration et les approches multi-acteurs formelles, il y a une différence à observer. En effet, si certaines pratiques de collaboration ont déjà cours de façon récurrente dans le contexte actuel de cohabitation entre les acteurs, dans le cadre d'un PMA, elles s'érigent rationnellement en règle d'or, voire en fondement de toute l'action des partenaires concernés. C'est le cas de l'implication de tous les acteurs pertinents, et du partage systématique de l'information et des données utiles. C'est aussi le cas des changements à opérer dans le cadre d'un PMA en termes de délimitation des rôles dévolus à chacun, d'élaboration et de mise en œuvre de projets transversaux, de structuration d'un plaidoyer commun, de renforcement des effets et impacts structurants des différentes initiatives et de réduction des tentations à recourir aux rivalités face aux offres de financement. Compte tenu de toutes les promesses dont le PMA est porteur, les enquêtes ont révélé que cette démarche est à la fois nécessaire et stratégique pour progresser vers la mise à l'échelle de la transition agroécologique au Sénégal et dans d'autres pays ouest-africains.

Selon le Dr. Boubacar Cissé, Directeur des Etudes et de la Réglementation à l'Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC) : « *il est admis aujourd'hui que l'approche concertée constitue un gage de réussite dans tous les domaines et qu'une démarche multi-acteurs permettrait d'associer tous les intervenants dans une approche holistique, afin de mieux cerner les opportunités* ». En effet, le partenariat multi-acteurs est une approche systémique qui offre la possibilité de créer des relations de collaboration organisées entre des acteurs ayant des prérogatives, ambitions et rôles très diversifiés. Ce type de partenariat repose sur l'idée selon laquelle les parties prenantes sont complémentaires et elles ne peuvent pas être efficaces, si elles interviennent séparément. Par exemple, les travaux des chercheurs combinés à ceux des ONG, ainsi qu'aux

activités des associations de base et des organisations paysannes constituent une clé de succès pour des initiatives de terrain.

Dans le cas concret de l'agroécologie qui est une « *démarche intégrative par définition* » (Serge SIMON, CIRAD), le partenariat multi-acteurs permet de structurer une large collaboration au sein des filières à l'échelle du territoire. Cette intégration des différents acteurs en amont des actions est une solution pour éviter de buter, plus tard, sur des facteurs limitants mais ignorés au départ. Selon Djiby Dia, Directeur de l'ISRA-Bame, ce modèle de partenariat est important car « *il ouvre d'énormes opportunités de dialogue, de concertation et de répartition des rôles entre les acteurs pour une meilleure prise en charge des contraintes qui minent les meilleures pratiques agro-écologiques* ». Même en dehors de la gestion des contraintes en question, une démarche multi-acteurs constitue aussi « *une stratégie pour prendre en charge toutes les dimensions de la transition agroécologique sur le terrain, notamment en créant les conditions d'un plaidoyer efficace ciblant les décideurs politiques* » (Iba Mar Faye, GRET). Une telle démarche facilite en outre le partage d'expériences et de connaissances, en vue d'un renforcement mutuel et d'une complémentarité des acteurs engagés.

En raison de la pertinence de la démarche de partenariat multi-acteurs, les personnes ressources interrogées au cours de la mission ont insisté sur la nécessité d'inclure, de façon cohérente, le maximum de parties prenantes. Cette démarche d'inclusion peut servir, en effet, de rempart contre de potentielles oppositions pouvant provenir de groupes mis à l'écart des processus de concertation et de formulation des stratégies.

De manière générale, l'enquête a identifié plusieurs catégories d'acteurs à impliquer dans la démarche. Certains parmi eux, en l'occurrence les ONG et les groupements paraissent déjà habitués aux interventions liées à l'agroécologie. D'autres en revanche, notamment les banques, les instituts de recherche, l'Etat central, les autorités locales politiques, économiques et religieuses sont appelées à une plus grande implication. Pour ce qui est des grandes ONG internationales présentes au Sénégal³⁶, des collectivités locales, des jeunes, des médias, des leaders d'opinion dans les villes et les campagnes, ils ont été décrits en général comme des « oubliés » qu'ils convient désormais d'intéresser davantage à la dynamique agroécologique qui, de toute évidence, fait l'objet d'une vision partagée par les acteurs en place.

2.2. Une vision globale partagée autour de la TAE

Il ressort des entretiens réalisés au cours de la mission que l'agroécologie constitue une réelle opportunité devant être valorisée de façon optimale. De l'avis de certains acteurs interrogés, la transition agroécologique est encore à ses prémices en Afrique de l'Ouest et il existe par conséquent de vastes chantiers de réflexion et d'intervention à explorer. C'est le cas de Jonathan Azevedo, animateur au sein de la plateforme TaFAé qui estime qu'il faut désormais changer d'échelle et faire en sorte que les parcelles agroécologiques des ONG et des partenaires ne se dénombrent plus en dizaines d'hectares, mais plutôt en milliers d'hectares.

Cette vision centrée sur les opportunités à vulgariser à grande échelle est largement partagée par l'ensemble des personnes ressources interrogées. La mise en œuvre d'un partenariat multi-acteurs en vue de la transition agroécologique est essentielle pour concrétiser cette ambition de passage à l'échelle et promouvoir une agriculture durable et respectueuse de l'environnement. Cela nécessite, selon Amadiane Diallo, Adjoint Coordinateur technique sécurité alimentaire et moyens d'existence au sein de l'ONG Action contre la Faim, de développer une « *vision politique claire sur l'agroécologie au niveau de nos Etats* ». Cette exigence ne pourra être satisfaite qu'à travers « *une bonne sensibilisation, de bonnes formations et un plaidoyer fort des organisations de la société civile, y comprises les organisations paysannes* ». Ce besoin de créer les bases d'un engagement fort autour de l'agroécologie a été également souligné par Iba Mar Faye, Coordinateur thématique Agricultures, au sein de l'ONG GRET Sénégal.

³⁶ Des ONG comme Plan, World Vision, Africare, Child Fund, CRS ont été citées nommément.

2.3. Un ensemble d'opportunités à saisir pour la TAE

L'enquête révèle que les ambitions de transition agroécologique bénéficient désormais d'un solide soubassement d'opportunités qu'il convient de mettre à profit pour concrétiser la vision de base. Cependant, il y aurait, selon Serge Simon, Agronome Maraîchage au CIRAD, une exigence cruciale à satisfaire pour pouvoir tirer pleinement bénéfices de ces opportunités : « *arrêter de se concurrencer et collaborer franchement* ».

En plus des points d'attention mentionnés par ce chercheur, les partenariats à bâtir autour de l'agroécologie pourront se nourrir d'autres types d'opportunités, en l'occurrence celles qui suivent :

- L'existence d'un tissu organisationnel de société civile susceptible de créer des alliances et de favoriser des collaborations pouvant intégrer tous les volets de l'AE ;
- La réceptivité des paysans, surtout ceux regroupés au sein d'associations qui sont appuyées par des projets et programmes ;
- L'existence de plateformes d'acteurs au niveau national, sous-régional et international ;
- L'existence de systèmes agraires paysans caractérisés par des acquis en termes de pratiques agroécologiques (association agriculture-élevage) ;
- La déclaration du Président Macky Sall sur la transition agroécologique lors de son discours du 31 décembre 2018 qui offre un tremplin pour aider le Gouvernement à mettre en pratique cette nouvelle orientation politique ;
- Les possibilités d'accès au financement vert, à travers le fonds vert climat ;
- L'appropriation, de plus en plus, poussée des résultats de la recherche par les exploitants agricoles ;
- La multitude d'initiatives de renforcement de capacités des acteurs en matière d'agroécologie ;
- L'engagement, de plus en plus, affirmé des leaders paysans et des organisations de la société civile à soutenir l'agroécologie ;
- Le sursaut des populations qui commencent à s'intéresser à la provenance et aux conditions de production des denrées qu'elles consomment³⁷ ;
- L'existence en Afrique de sites et d'acteurs de référence qui peuvent être valorisés comme des modèles pour faire la preuve montrer que l'agroécologie n'est pas simplement un discours militant, mais plutôt un ensemble de réalités visibles.

2.4. Un lot de contraintes et de défis à relever en matière de coopération entre les acteurs

Autant les opportunités existent dans le contexte actuel préparatoire à la transition agroécologique, autant les contraintes et défis restent importants. L'un des facteurs cruciaux qui apparaissent dans les analyses porte sur le fait que le système du développement imposé aujourd'hui aux différents acteurs limite les possibilités de coopération entre ces derniers. Jonathan Azevedo, (animateur TaFAé) a souligné ce frein, en faisant ressortir la nécessité d'enrayer les positionnements concurrentiels et d'aller vers une plus grande coopération.

En plus de la problématique de l'organisation et de l'assainissement des rapports entre les parties prenantes face à l'accès au financement, les acteurs interrogés ont évoqué un certain nombre de points d'attention, en insistant notamment sur les aspects suivants :

- Manque d'intégration des différents acteurs qui, non seulement, ne se connaissent pas, mais ignorent parfois l'existence d'autres partenaires compétents dans un domaine qu'eux-mêmes ne maîtrisent pas : il est évident que les acteurs ne peuvent pas nouer des relations de collaboration, s'ils ne connaissent pas ;
- L'individualisme qui caractérise le jeu des acteurs, en raison des fortes pressions financières, incite les différentes parties prenantes à entrer en compétition pour accéder aux appuis ;
- Les options promues par les Etats africains sont orientées vers des modes de production issus de la révolution verte et revêtant un caractère productiviste et destructeur de l'environnement. Ces options

³⁷ Iba Mar Faye précise à ce propos que si une masse critique de populations fait cette prise de conscience, les Etats et les paysans seront obligés de renforcer leur position en faveur de l'agroécologie.

sont en général défendues par les gouvernants avec un argument focalisé sur la nécessité de satisfaire les besoins alimentaires des populations ;

- L'absence de contrôle de l'introduction de certaines technologies qui peuvent devenir, à long terme, néfastes pour les lieux de la production agricole et pastorale ;
- Le faible niveau de centralisation, d'organisation et de diffusion des bonnes pratiques agroécologiques, en utilisant les langues locales, afin de renforcer les interactions et la collaboration entre partenaires ;
- Le manque d'harmonisation des visions qui crée un blocage de la dynamique de portage du concept et des valeurs de l'agroécologie ;
- L'absence d'une vision politique clairement définie au niveau national et sous-régional sur les pratiques agroécologiques ;
- L'insuffisance de l'accompagnement des producteurs en raison notamment du caractère limité des moyens d'intervention des partenaires techniques et financiers ;
- La faiblesse du niveau d'implication de la recherche agronomique à l'échelle nationale et sous-régionale ;
- L'essor de Monsanto-bayer, Sygenta, AGRA de Gates Foundation, ainsi que la diffusion massive des produits et stratégies qu'ils proposent aux Etats africains.

En plus de l'importance de ces contraintes d'ordre structurel et conjoncturel, il convient de souligner un certain nombre de facteurs bloquants et fortement corrélés, aux yeux de certaines personnes ressources, au profil des populations locales. Celles-ci se caractérisent par une grande complexité ; mais aussi par une tendance à l'imprévisibilité. Dans la mesure où elles constituent les principaux bénéficiaires des projets et programmes mis en œuvre, leurs comportements ont forcément un impact sur les chances de réussite ou les risques d'échec des initiatives qui sont développées. À ce propos, le maire de Guédé Village, interviewé au cours de la mission, apporte une réflexion contributive qu'il convient probablement de considérer en amont de la mise en œuvre du partenariat multi-acteurs sur la transition agroécologie.

2.5. Évaluation de la cohérence de la démarche multi-acteurs

En définitive, le diagnostic réalisé permet de formuler plusieurs observations :

- La pertinence de la démarche réside dans le fait qu'elle arrive dans un contexte marqué par une somme importante d'initiatives touchant à l'agroécologie, sans qu'il y ait pour autant une mise en cohésion d'ensemble des actions entreprises par les parties prenantes ;
- La mise en cohérence peut se réaliser plus ou moins facilement, si l'on considère les besoins exprimés au cours de cette étude à la fois par les communautés, les membres d'ONG, les autorités administratives, les élus locaux, les chercheurs, les partenaires techniques et financiers, en termes de vulgarisation à grande échelle des pratiques agroécologiques et de remédiation aux activités agricoles à fort taux d'incidences négatives sur les écosystèmes ;
- L'observation des critères d'efficience, d'efficacité et d'impact exige que la démarche PMA mette un accent particulier sur les mesures économiques d'impulsion d'initiatives agroécologiques. Le contexte est clairement analysé et les besoins des producteurs sont bien circonscrits ;
- La démarche de partenariat ne produira des conséquences positives et réellement significatives que si l'on s'assure, en amont et durant tout le processus, de la délimitation claire des rôles, de la prise en compte des exigences de solidarité et d'équité entre les partenaires, de la participation effective des uns et des autres, et de la conduite d'un plaidoyer commun ;
- La durabilité et la répliquabilité tiennent, cependant, à la capacité des partenaires réunis dans leur diversité, à trouver les stratégies et les moyens pour continuer à soutenir les initiatives existantes, à tirer des enseignements pragmatiques des expériences menées et à diffuser les bonnes nouvelles émanant des pratiques agroécologiques en Afrique et dans le monde.

V. CONCLUSION GÉNÉRALE

La réalisation de cette étude répondait au besoin d'acquérir une meilleure connaissance des différents acteurs de l'agroécologie au niveau local, national et international. En posant un diagnostic fondé sur une méthodologie d'enquête et d'analyse des matériaux disponibles, l'étude a pu définir les profils d'acteurs, en même temps que leurs centres d'intérêt en termes d'intervention, leurs sphères d'influence, leurs forces et leurs faiblesses apparentes. À l'évidence, les acteurs qui interviennent à l'échelle des différents territoires sont pluriels et leurs actions diversifiées. Des communautés de base aux sociétés privées qui exploitent des créneaux porteurs, en passant par les structures étatiques, les associations, les groupements, les structures de formation, les plateformes et les ONG qui se distinguent tout particulièrement dans le jeu des partenaires en place, c'est presque l'ensemble des chaînes de valeur de la production agrologique qui se retrouve impacté par les projets et programmes observés.

Le nombre relativement important d'initiatives mises en œuvre depuis les années 1980, notamment grâce à l'action pionnière d'ONG comme Enda Pronat, s'explique en réalité par le fait que la transition agroécologique dans les pays africains est perçue par les acteurs comme une réponse technique aux mutations en cours. Ces mutations qui découlent de l'évolution des options politiques des Etats, des pratiques culturelles et des phénomènes hydro-climatiques extrêmes (inondations, sécheresses notamment), impactent considérablement les rendements et exigent désormais une redéfinition des modes et des systèmes agricoles éprouvés. Dans un contexte pareil, l'agroécologie procure des bienfaits découlant de pratiques innovantes et permettant non seulement de s'adapter aux défis du moment, mais aussi d'assurer une production agricole durable et respectueuse de l'environnement.

Que ce soit au Sénégal ou dans la sous-région ouest-africaine, l'émergence de la démarche agroécologique, comme alternative au modèle productiviste et comme solution aux défis du XXI^e siècle, est allée de pair avec la mobilisation de plusieurs acteurs qui capitalisent désormais un certain nombre de réalisations plus ou moins consistantes. L'analyse du niveau des réalisations portant sur la promotion des pratiques agroécologiques laisse cependant apparaître une situation très contrastée d'une région géographique à l'autre, avec bien entendu des faiblesses à corriger et des performances à consolider. En dehors du fait que les expériences sont confinées dans certaines parties du territoire national, telles des poches de la frange littorale, de la vallée du fleuve Sénégal et de la Casamance, les besoins restent encore élevés en termes de seuil critique d'acteurs à impliquer, d'expériences à répliquer et de cohérence à apporter dans les différentes interventions. En se fondant sur ces constats et sur les actions auxquelles ils font légitimement appel, l'étude conclut qu'une démarche de mise à l'échelle des leçons apprises de l'agroécologie au Sénégal s'avère nécessaire. Les bénéfices escomptés sont énormes, allant de la prise en charge des problématiques transversales (sécurisation foncière, connaissance de l'agriculture biologique, disponibilité de l'eau, formation des producteurs, organisation rationnelle des filières) à la recherche de solutions à des questionnements d'ordre spécifique (techniques de productions, intrants agricoles, réduction des risques pour les exploitations en cours de transition, augmentation des niveaux de rendement, conservation, transformation et commercialisation des productions biologiques).

Le contexte actuel de l'évolution de la problématique semble propice pour accélérer la cadence, voire passer en mode « *fast track* » pour réaliser la mise à l'échelle de l'agroécologie au Sénégal. En réalité, la référence au « *fast-tracking* » dans la situation présente n'a rien d'anodin. Bien que relevant en général de la production de slogans très critiqués parce que creux, l'expression ouvre de grandes opportunités, au moins pour trois raisons : (i) elle accroche le pouvoir public qui l'a érigée désormais au rang de pilier pour l'action gouvernementale tout au long du second mandat du Président Macky Sall ; (ii) elle crée un prétexte pour mobiliser davantage les défenseurs de la cause agroécologique, convaincus qu'ils sont de la nécessité de parachever le combat qu'ils mènent depuis plusieurs décennies dans leurs champs d'intervention respectifs ; et (iii) l'expression met la puce à l'oreille des populations qui, plus que jamais, affichent le désir de manger mieux, vivre mieux et vivre plus longtemps. Un vaste chantier s'est ouvert pour les initiateurs du partenariat multi-acteurs pour la transition agroécologique.

VI. RECOMMANDATIONS

VOLETS	ACTIVITES
Gouvernance politique et économique	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mettre en place des actions communes entre les acteurs pour construire et porter le plaidoyer en faveur de politiques de promotion de l'agroécologie ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Valoriser les expériences existantes en insistant sur la démonstration des techniques agroécologiques aptes à répondre aux besoins de souveraineté alimentaire ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mettre à la disposition des pouvoirs publics des ressources diverses pouvant faciliter la définition d'une vision politique claire en matière d'agroécologie ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Soutenir la production agroécologique, en mettant un focus particulier sur les conditions d'accès aux intrants bio et à la formation sur les techniques de production ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Créer des cadres d'interaction et renforcer les relations entre les sphères politiques, les milieux de la recherche et le monde de la production agricole ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcer les réseaux d'OP existants à l'échelle nationale et sous-régionale et qui sont engagés dans lutte pour la réussite de la transition agroécologique ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Subventionner les intrants, matériels et infrastructures de base pour appliquer les bonnes pratiques agroécologiques et amoindrir le risque éventuel d'une transition agroécologique brutale ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Créer un cadre réglementaire de référence grâce à la promotion d'une loi d'orientation organisant les options politiques, le jeu des acteurs et les activités en faveur de l'agroécologie ;
Communication & Diffusion des pratiques	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcer la capitalisation, le partage d'informations et la diffusion des résultats d'expérimentations de l'agroécologie ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Renforcer l'implication des médias, y compris des médias sociaux, pour accroître la compréhension des enjeux de l'agroécologie par les masses de consommateurs regroupés ou non en association ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mettre en place un observatoire de l'agroécologie (ObAE) qui sera chargé de documenter les pratiques, de formuler des messages forts de communication et de diffuser à grande échelle les résultats d'observations diverses ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Organiser un dialogue régulier avec les Etats africains pour les interpellier davantage face à leur responsabilité de garants de la sécurité alimentaire et sur la nécessité de consentir des investissements adéquats pour protéger les systèmes agricoles locaux ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Porter un plaidoyer en faveur de la valorisation de la production locale basée notamment sur une politique protectionniste des producteurs et des marchés locaux ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Mener un plaidoyer commun ciblant l'Etat afin d'influer sur ses choix d'adhésion et de promotion du modèle de l'agroécologie ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Orienter des axes de plaidoyer vers la création d'un département en charge de la vulgarisation des politiques et des pratiques agroécologique au sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural ;

	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Développer le plaidoyer au niveau international, en renforçant la coopération multilatérale pouvant faciliter aux exploitants nationaux l'exportation de leurs produits ;
Expérimentations de terrain	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Favoriser l'instauration des pratiques agroécologiques comme un pilier principal de la mise en œuvre des politiques et programmes agricoles au niveau national ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Initier et appuyer les projets des collectivités territoriales qui sont engagées dans la mise en œuvre des actions afférentes à l'agroécologie ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Elaborer des politiques et programmes créant des conditions favorables pour booster la productivité des exploitations familiales, des PME et des industries aux niveaux local et national ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Soutenir les organisations de producteurs et leurs réseaux dans la mise en œuvre de leurs visions et de leurs plans d'action ;
Recherche & Formation	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Appuyer et renforcer les instituts de recherche, notamment en recentrant quelques-unes de leurs priorités autour des programmes sur l'agroécologie ;
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Encourager le financement public de la recherche-action en agroécologie.
	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Développer des partenariats visant à structurer des curricula de formation qualifiante sur les pratiques de l'agroécologie

VII. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **BIT**, « L'agriculture biologique au Sénégal : état des lieux et potentiel d'investissement dans le cadre d'une transition verte » rapport final, janvier 2013
- **CCFD**, « Les fermes agro-écologiques d'ACTSOL en Casamance attirent les jeunes », septembre 2016.
- **Dakar Actu**, « Le Sénégal au Symposium international sur l'agro-écologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition au siège de la FAO », septembre 2014. [En ligne] : https://www.dakaractu.com/Le-Senegal-au-Symposium-international-sur-l-agro-ecologie-pour-la-securite-alimentaire-et-la-nutrition-au-siege-de-la_a75372.html
- **Enda Pronat** Atelier d'information, de formation et d'échange sur le processus multi-acteurs, décembre 2018
- **Enda Pronat**, « Compte rendu de l'atelier national des membres de l'alliance 3AO basés au Sénégal », janvier 2019.
- **Enda Pronat**, « Concept note de la démarche sur le partenariat multi-acteurs pour la transition agro-écologique », mars 2019.
- **FAO**, « Symposium international sur l'agro-écologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition », septembre 2014.
- **IPAR** « Déclaration du CRAFS pour la relance du processus de la réforme foncière », décembre 2017.
- **Levard Laurent et Mathieu Bertrand**, « Agroécologie : capitalisation d'expériences en Afrique de l'Ouest », Projet Capitalisation d'expériences d'acteurs pour le développement de techniques agro-écologiques résilientes en Afrique de l'Ouest (CALAO), février 2018,
- **MAER-Enda Pronat**, « Atelier sous régional sur l'agro-écologie et la sécurité alimentaire », Dakar, décembre 2016
- **Ndiaye Omar**, « L'Agriculture, levier performant du Plan Sénégal émergent », Leral.net, décembre 2015.
- **Ndoye Thierno**, « L'agriculture au Sénégal: Perspectives d'une nouvelle dynamique », www.dakaractu.com
- **Oya Carlos et Ba Cheikh Oumar**, « Les politiques agricoles 2000-2012 : entre volontarisme et incohérence ».
- **SenNews** : « Dr Macoumba Diouf, Directeur de l'horticulture : L'agro-écologie offre l'opportunité d'une production durable », novembre 2015. [En ligne] : https://www.sennews.com/actualites/dr-macoumba-diouf-directeur-de-lhorticulture-lagro-ecologie-offre-lopportunite-dune-production-durable_143416.html
- **Sites web consultés**
 - www.avsf.org / www.cariassociation.org / www.fao.org / www.aprovag.org / www.fongs.sn / www.aajac-colufifa.org / www.endapronat.org / www.ensa.sn / www.adl.sn / www.copagen.org / www.agrisud.org / www.roppa-afrique.org / <https://www.microprojets.org> / www.agrisud.org / <https://www.journaluniversitaire.com> / <https://ccfd-terresolidaire.org> / www.ensa.sn / www.endapronat.org /

VIII. LISTE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1 : Grille d'analyse des acteurs sous-régionaux (page 28)

Tableau 2 : Grille d'analyse des acteurs au niveau national (page 29)

Tableau 3 : Domaines, intérêts et échelles d'intervention des acteurs (page 34)

Figure 1 : Parts relatives des acteurs principaux en fonction du nombre d'interventions recensées (page 16)

Figure 2 : Répartition des interventions d'acteurs de l'agroécologie par région (page 16)

Figure 3 : Indicateurs d'évaluation de la collaboration entre acteurs de la TAE (page 19)

IX. LISTE DES PERSONNES RESSOURCES INTERROGÉES EN LIGNE

PRENOM & NOM	FONCTION	STRUCTURE	EMAIL
JONATHAN AZEVEDO	Animateur,	TaFAé	jonathan.azevedo@pfongue.org
SERGE SIMON	Agronome Maraîchage	CIRAD	serge.simon@cirad.fr
DJIBY DIA	Directeur de l'Isra-Bame	Bureau d'Analyses Macro- Economiques de l'Isra	djiby.dia@isra.sn
AMADIANE DIALLO	Adjoint Coordinateur technique sécurité alimentaire et moyens d'existence	Action contre la Faim	amadiallo@sn.acfspain.org
EL HADJI THIERNO CISSE	ASSISTANT COORDONNA TEUR	CNCR	ELHADJITHIERNO@YAHOO.FR
ERIC TOUMIEUX	Responsable de projet	Beer Shéba	eric.toumieux@beershebaproject.org
DR. BOUBACAR CISSE	Directeur des Etudes et de la Réglementation	Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC)	bamourcisse@gmail.com
IBA MAR FAYE	Coordinateur thématique Agricultures Gret Sénégal	Gret	faye.senegal@gret.org
MARTIN DIEDHIOU	Responsable de zone et chargé du suivi des activités	Enda Pronat	diedhioumartin@yahoo.fr
SECOU SARR	Coordonnateur	ENDA ENERGIE	secousarr@endatiersmonde.org

Tableau 1 : Grille d'analyse des acteurs sous-régionaux

ACTEURS	CATÉGORIE(S) D'ACTEURS	ZONES D'INTERVENTION	OBJECTIFS/ACTIVITÉS	ATOUTS	FAIBLESSES
3AO	Plateforme multi acteurs (ONG, instituts, OP)	8 pays en Afrique de l'Ouest (zone UEMOA)	Promouvoir et accompagner la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest, renforcer les synergies entre différents organismes et échelles d'action	Regroupe plusieurs acteurs (OP, instituts de recherche, universités, ONG internationales, mouvements sociaux)	Manque de synergies entre les différents organismes, absence mécanisme de financement, ris potentiel de concurrence des r face aux opportunités de finan
GRET	ONG	Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Mauritanie)	Appui à la sécurisation foncière des petits producteurs ruraux, valorisation et commercialisation des productions agricoles locales, accès au marché et régularisation des échanges	Dispose d'un vaste réseau (Asie du Sud Est, Afrique), Présence de plusieurs partenaires (AFD, CIRAD, GTAE, etc.)	Difficultés à mettre en place un dispositif basé sur les animateur endogènes réellement convainc l'AE
AVSF	ONG	Sénégal, Mali, Burkina Faso, Cote D'Ivoire,	Renforcer les compétences des professionnels de l'agriculture, promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, participer au développement socio-économique des communautés paysannes	Vaste réseau de partenaires (techniques, institutionnels, financiers, entreprises et fondations)	Faible appropriation par les populations locales, notamment des zones rurales
AgriSud	ONG	Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire, Niger, Bénin et Guinée Bissau)	Redynamisation de la production agricole (sécuriser et améliorer durablement les activités agricoles), promotion d'une agriculture périurbaine durable	Longue expérience et forte présence à l'échelle internationale (Afrique, Amérique, Asie, Europe)	Lenteur à étendre ses activités les pays du Sud, notamment en Afrique (présence dans 5 pays seulement)
COPAGEN	Société civile	9 pays Afrique de l'Ouest	Sauvegarde du patrimoine génétique africain, utilisation durable des ressources biologiques africaines, sensibilisation des communautés autour de semences paysannes	Vaste réseau d'acteurs et de partenaires, reconnaissance par les autorités sous-régionales et internationales	Manque de ressources financières, faible mutualisation des ressources, déficit des synergies d'actions
CIRAD	Organisme International	Burkina Faso, Cap vert, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	Intensification écologique des systèmes de cultures, lutte contre les bio-agresseurs, transformation et valorisation de produits agricoles et alimentaires locaux	Présence au niveau international, réseau de partenariat élargi	Difficulté à adapter la formation groupements et associations (analphabétisme)
SOS FAIM	ONG	Sénégal, Burkina Faso	Lutte contre la faim et la pauvreté, soutien à l'agriculture familiale, renforcement des capacités des paysans africains	Membre de plusieurs réseaux internationaux (alterfin-acodev-fairtrade, etc.)	Faible couverture géographique continentale et nationale
ROPPA	Société civile, Etat	Afrique de l'Ouest	Promotion et défense des valeurs d'une agriculture paysanne, information et formation des membres des OP, encouragement et accompagnement de la structuration et la concertation	Large réseau d'acteurs (13 organisations paysannes nationales membres)	Difficultés de financement, déi synergie entre les différents ac du réseau

Tableau 2 : Grille d'analyse des acteurs au niveau national

ACTEURS	CATÉGORIE(S) D'ACTEURS	ZONE(S) D'INTERVENTION	OBJECTIFS/ACTIVITÉS	ATOUTS	FAIBLESSES
Enda Pronat	ONG	Zone des Niayes Moyenne vallée du fleuve Sénégal Sénégal Oriental Bassin arachidier	Sensibilisation des producteurs aux dangers des pesticides, expérimentation d'alternatives aux pratiques agricoles conventionnelles, aide aux producteurs et mouvements paysans pour leur structuration	Ancienneté dans le domaine, leadership avéré, bonne couverture au niveau national, confiance de plusieurs partenaires et des populations	Résistance et faible appui de l'Etat, contradiction avec les acteurs de l'agriculture conventionnelle (industrielle), logiques de financement classiques
Action Aid	ONG	Fatick Tambacounda Kédougou	Accompagnement des communautés dans la formation, amélioration de l'accès et la maîtrise de l'eau, lutte contre la salinisation	Fédération mondiale disposant d'un vaste réseau de partenaires	Forte dépendance au financement extérieur
Agrecol Afrique	ONG	Région de Thiès, région de Diourbel, région de Kaffrine, région de Ziguinchor et région de Tambacounda	Promotion de l'agriculture biologique, écologique et du commerce équitable, soutien aux initiatives individuelles et collectives, renforcement de l'auto-apprentissage des pratiques de l'agriculture durable	Collaboration avec la GAAI ³⁸ /SCA, partenariat avec plusieurs groupements pour l'élaboration de modèles d'exploitation	Faible organisation des groupements accompagnés, couverture géographique limitée
VECO Sénégal	ONG	Région de Kaolack (UGUAN) Région de Sédhiou (URPROFOS) Région de Tambacounda (APROVAG)	Développement des filières sésame, banane, fonio et riz, appui technique et financier aux groupements de producteurs	Reconnaissance au niveau international, Plusieurs partenariats au niveau national (APROVAG-UGAN-URPROFOS)	Limitation de la couverture dans les pays du Sud, filières d'intervention restreintes (5)
Fédération nationale des agriculteurs biologiques (FENAB)	OP / structure d'appui	Zone de la Casamance (Kolda, Sédhiou, Ziguinchor) Zone du Centre-Est (Tambacounda, Kédougou, Fatick, Kaolack, Kaffrine) Zone du Bassin arachidier/Niayes (Dakar, Thiès, Niayes, Diourbel) Zone de la vallée du Fleuve/zone Sylvo-Pastorale (Louga, Saint-Louis, Matam)	Renforcement des capacités des producteurs, appui à la transformation et à la commercialisation des produits biologiques, mise en place d'un système de certification et de communication sur l'agriculture biologique	Regroupement de plusieurs OP (forces paysannes), partenariat avec plusieurs organisations d'appui	Difficulté de mise en synergie des acteurs de l'agriculture, déficit d'opérationnalisation du plaidoyer national pour la prise en compte de l'agriculture biologique

³⁸ Grappe agriculture agro-industrie

AFAFA (Aide aux forces vives africaines par la formation agroécologique)	Association / structure d'appui	Région de Fatick (centre de Ndiémane)	Sédentarisation des populations (génération de revenus suffisants à partir des activités agricoles), contribution au reverdissement du Sahel (création d'oasis Agricoles)	Bénéficie de l'appui de Sahel People Service (association française) et de la confiance des populations	Manque de partenaires sous régionaux, couverture géographique limitée
ASPAB (Association sénégalaise de promotion de l'agriculture biologique)	Association / structure d'appui	Région de Thiès	Appui aux organisations et formation de groupements paysans pour le développement de l'agroécologie au Sénégal	Regroupe plusieurs organisations d'appui et plusieurs organisations paysannes	Difficulté à fédérer les différentes organisations, absence de partenariat structuré avec l'Etat
REVES (Réseau des Maires des communes et Villes Vertes du Sénégal)	Société civile / structure d'appui	Fatick (Ndiob)	Elaboration de politiques territoriales basées sur les fondements de l'agroécologie, promotion d'une gouvernance durable des ressources naturelles	Vision claire et leadership avéré, existence d'un partenariat avec des organisations expérimentées (Enda Pronat, CNCR, etc.)	Difficultés à influencer les acteurs étatiques et paysans à adopter les dispositions de la TAE
GDSP	Société civile / structure d'appui	Dakar	Veille et participation à la mise en œuvre AE de PNIASAN	Rassemblement d'une grande variété d'acteurs de la société civile, décentralisation à travers la mise en place des comités régionaux	Absence de reconnaissance par les autres politiques agricoles, manque de leadership, manque de planification dans le groupe
RNFR (Réseau national des femmes rurales)	Société civile	Niveau national	Renforcement de capacité, promouvoir l'autonomisation et la contribution des femmes à la pratique d'une agriculture familiale durable	Regroupe plus de 100 organisations mixtes, présence dans toutes les régions, bénéficie appui Enda Pronat	Inégalités des genres (problème d'accès au foncier)
ASPSP (Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes)	Association producteurs	Casamance, Sénégal oriental, Fleuve et Centre	Renforcer la biodiversité culturelle et culturelle, contribution à l'autonomie des paysans en semences	Regroupe des dizaines d'organisations membres, partenaire avec AFAFA, l'association française Kokopelli et la fondation Terre et Humanisme	Difficulté à influencer l'Etat et les opérateurs privés à abandonner l'usage des intrants chimiques
Laboratoire Mixte d'Intensification Ecologique (LMI-IESOL)	Structure de formation	Dakar (Sénégal)	Intensification de pratiques écologiques des services écosystémiques des sols en Afrique de l'ouest, consolider un groupe de recherche sur les sols	Dispose d'un vaste réseau de partenaires composé d'instituts (ISRA, IRD), d'universités publiques (UCAD, université de Thiès)	Manque d'intégration des acteurs à la base, faible présence au niveau national
TaFaé - 3AO-Sénégal	Société civile/science	Dakar	Construire ensemble des agricultures adaptées aux contextes et contraintes locales, Promouvoir et accompagner la TAE au Sénégal	Réseaux regroupant plusieurs acteurs (op, chercheurs, ONG, institutions)	Difficulté à manager tous les acteurs impliqués, manque de synergies des actions entre acteurs
Eléphant vert - Biotech	Sociétés privées	Dakar	Nutrition et protection naturelles des cultures, production agricole dans le domaine du	Vaste réseau de partenaires/collaborateurs au niveau international,	Couverture géographique limitée,

			développement agri-environnemental, Solutions biologiques et naturelles pour les cultures		Manque d'implication et d'intégration des acteurs à la base
FAPD (Fédération des agropasteurs du Diender)	OP / producteurs	Niayes	Culture des produits maraichers et des mangues biologiques, Vente et commercialisation de produits biologiques à Dakar	Dispose d'un vaste réseau de partenaires (PAN ³⁹ International, GGF ⁴⁰ , etc.)	Déficit de stratégies de sensibilisation des populations
Association des producteurs de la vallée du fleuve Gambie (APROVAG)	OP / producteurs	Tambacounda	Production biologique et appui aux producteurs de banane	Fédère plusieurs organisations d'agro-pasteurs et bénéficie de l'appui de partenaires (OFADEC ⁴¹ /OCCDP ⁴²)	Faible productivité, rendement commercialisable faible, manque de moyens de transformation et faible présence dans le marché
Union régionale des producteurs de fonio de Sédhiou (URPROFOS)	OP / producteurs	Sédhiou	Production et appui aux producteurs de fonio sans intrants chimiques	Regroupe plusieurs GIE et intègre plusieurs producteurs	Opération post-récolte de battage fastidieuse et coûteuse, difficultés d'écoulement des produits
Coopérative des producteurs biologiques de l'arrondissement de Notto (COPEBAN)	OP / producteurs	Thiès	Production et commercialisation de produits biologiques au niveau du marché de Thiès	Bénéficie de l'appui de l'Agrecol Afrique	Caractère limité de l'aire de commercialisation (marché de Thiès)
Union des groupements associés du Niombato (UGAN)	OP/ producteurs	Kaolack	Production de sésame sans produits chimiques et culture de contre saison avec des graines certifiées	Forces paysannes, confiance des populations	Difficultés de coordination, faiblesse des moyens financiers
Association AAJAC (<i>Association Africaine de Jeunesse Agricole et Culturelle</i>)-COLUFIFA (<i>Comité de Lutte pour La fin de la Faim</i>)	OP / producteurs	Sédhiou	Production et commercialisation de sésame certifié biologique au Sénégal	Différentes échelles d'intervention et plusieurs domaines d'activités	Difficultés à couvrir le marché national, déficit de moyens techniques et financiers
Réseau des femmes en Agriculture Biologique	OP / producteurs	Thiès	Pratique et promotion de l'agroécologie par les groupements, associations de femmes et de jeunes	Bénéficient de l'appui et du soutien de l'ONG Performance Afrique	Déficit de moyens humains, matériels et financiers, difficultés à écouler leurs produits
Association ecopaix	Association / producteurs	Thiès	Production agriculture biologique (mangues et produits maraichers)	Collaboration avec plusieurs permanents en	Echelles et domaines d'interventions limités

³⁹ Pesticide Action Network

⁴⁰ Global Greengrants Fund

⁴¹ Office africain pour le développement et la coopération

⁴² Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix

				Afrique/partenariat avec JTS Semences	
Association Maam Samba	Association / producteurs	Diourbel	Projet de maraichage biologique et formation de collégiens à l'agriculture biologique	Partenariat avec l'ONG Agrecol Afrique, ouverture de locaux à Dakar pour la commercialisation	Périmètres d'exploitation faibles, manque d'effectivité de la formation des populations
Bio Niayes organisation(BNO)	Société privée	Dakar	Production et exportation de produits biologiques certifiés	Regroupe plusieurs groupements de producteurs, partenariat avec FAO/E3Lothis	Activité de production à faible échelle, volume d'exportation limité
Société EANGDS (Exploitation agricole de Notto Gouye Diama Sénégal)	Société privée	Thiès	Exploitation agricole et exportation de mangues certifiées biologiques	Solide expérience dans le domaine de l'exportation de produits biologiques (mangues, tomates, pastèques, arachides, banane, etc.), en collaboration avec diverses organisations et fédérations de producteurs	Difficulté à couvrir le territoire national, fortes concurrences au niveau du marché sous-régional et international
Buursine	Société privée	Dakar	Commercialisation et exportation de mangues certifiées bio		
Groupe « Bio Casamance »	Société privée	Ziguinchor	Accompagnement de producteurs (Niayes) et exportation de produits biologiques (mangues)		
Sham Sénégal SA	Société privée	Dakar	Exportation de mangue biologique		
AGRINA Sénégal	Société privée	Dakar	Exploitation biologique (arachides, oignons, pastèques)		
Société Les Plantations Djibanar	Société privée	Tambacounda / Saint-Louis	Exportation de banane biologique		
Société Terroirs du Sénégal	Société privée	Dakar / Diourbel	Exploitation et commercialisation de produits biologiques		
Ferme agro-écologique de Kaydara	Structure de formation	Région de Fatick (village Samba Dia)	Développement d'un modèle d'agriculture biologique, formation des jeunes à la pratique d'une agriculture durable, création d'ilôts de prospérité	Appuyé par l'association Jardins d'Afrique	Difficulté à développer un modèle agro-écologique durable, faible effectif de formation
Fermes écoles écologiques de l'ACTSOL	Structure de formation	Ziguinchor (Tobor)	Formation sur l'agriculture, la pisciculture, l'élevage, la production et l'utilisation d'engrais, de produits phytosanitaires biologiques	Appui de l'ONG ASACASE/ACTSOL	Faible capacité d'accueil de candidats pour la formation, conditions d'accès limitatives (avoir le BEFM)
Tremplin (village pilote)	Structure de formation	Dakar (Lac Rose)	Réinsertion socio-professionnelle des enfants de la rue (formation des jeunes de 16 à 22 ans aux métiers du bâtiment et à l'agriculture biologique)	Réseau international de partenaires (bailleurs de fonds, partenaires étatiques, entreprises et associations)	Manque d'implication des acteurs des organisations paysannes, public cible restreint (jeunes)

UCAD	Université publique	Dakar	Promotion de formations liées à l'agroécologie, comme le Master « gestion durable des agro écosystèmes horticoles », et la licence professionnelle en agriculture biologique et écologique	Structure appuyée officiellement par l'Etat, rassemblement d'une grande variété d'acteurs (société civile, chercheurs, universitaires, organisations sous régionales, nationales et ONG)	Faible présence au niveau national, conditions d'accès limitées
UGB	Université publique	Saint-Louis	DUT en agro-écologie depuis 2013		
ISRA	Institut / Structure d'encadrement	Dakar	Création de connaissances scientifiques, génération d'innovations technologiques, mise au point d'outils d'aide à la décision pour l'amélioration du secteur agricole		
DADL	Etat / structure d'appui	Dakar	Encadrement, la formation technique des populations dans tous les domaines pour le développement socio-économique à la base		
INP	Institut / Structure d'encadrement	Dakar	Restauration de la base productive et formation des producteurs sous l'angle de l'aptitude des terres		
ENSA	Structure de formation	Thiès	Formation diversifiée (production végétale, agroforesterie, etc.)		

Tableau 3 : Domaines, intérêts et échelles d'intervention des acteurs

DOMAINES	ACTEURS	CATÉGORIES	INTÉRÊTS	SPHÈRES D'INFLUENCE
Production et transformation de produits biologiques	Association Ecopaix, Association AAJAC/COLUFIFA, FAPD, APROVAG, URPROFOS, COPEBAN, UGAN	OP / Associations / Fédérations	Rassembler un grand nombre d'acteurs au sein de groupements d'intérêt économique (GIE) Partager des moyens de productions (semences, engrais, gasoil pour l'irrigation) Faciliter l'accès au crédit	Groupements reconnus par l'Etat et même par la CEDEAO pour certains Groupements intervenant au niveau local, national et regroupant des GIE, des coopératives, des fédérations En contact et bénéficie de l'appui des ONG
Commercialisation et exportation de produits biologiques	Société Terroirs Sénégal, Société Les Plantations Djibanar, AGRINA Sénégal, Sham Sénégal SA, Groupe Bio Casamance, Bio Niayes Organisation	Sociétés privées / Organisations paysannes	Faciliter la commercialisation des produits biologiques au niveau national, sous-régional et international	Sociétés privées en partenariat avec les organisations des producteurs et ayant une connexion internationale avec des ONG et autres mouvements
Formation en agro-écologie	UCAD, UGB, ENSA Ferme Kaydara, Fermes de l'ACTOL, Tremplin, Beer Sheba, ANAA	Structures publiques / privées	Sensibiliser les populations sur les enjeux et l'utilité de l'agro-écologie Assurer des formations sur les pratiques et les principes fondamentaux d'une agriculture durable	Structures publiques en collaboration avec la société civile, les organisations, associations et coopératives Centres privés, créés par des ONG/Associations et intervenant aussi bien au niveau local que national
Assistance/appui (technique et financier)	FENAB, Enda Pronat, Action Aid, Agrecol Afrique, VECO Sénégal, ASPAB, REVES	ONG / Collectivités Locales / OCB	Participer à la formation et à la sensibilisation sur les pratiques de l'agroécologie Appuyer et assister techniquement et financièrement les acteurs de la TAE au niveau local et national	Organismes intervenant à la fois au niveau local, national et international Organismes en partenariat avec une multitude d'acteurs (Etat, CL, SC, OP, et autres)
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	ACF / RAPDA	Société civile / ONG	Lutter contre la faim dans le monde Sauvegarder des vies humaines par la prévention, la détection et le traitement de la sous-nutrition Euvrer pour l'effectivité du droit à l'alimentation en Afrique	Réseau international dans près de 50 pays dans le monde Réseau regroupant plusieurs coalitions nationales actives en Afrique
Gestion des forêts et agroforesterie	IED /Both Ends / CNRF-ISRA / CARI	Organisation Indépendante / Science / Recherche / Association internationale	Euvrer pour le développement durable Promouvoir l'utilisation, la gestion équitable et durable de la terre Préserver l'environnement et les ressources naturelles Lutter contre la désertification et la dégradation des terres en zones arides	Organisation présente en Afrique de l'Ouest francophone Centres de recherche opérant au niveau national
Biodiversité et Foncier	COPAGEN, CRAFS / FAO	Mouvement associatif, Société civile / ONG	Protéger des ressources génétiques victimes de bio piraterie Utiliser durablement les ressources biologiques africaines Parachever le processus de réforme foncière Promouvoir des dynamiques foncières respectueuses des communautés locales et des groupes vulnérables Elaborer et animer des cadres de référence pour la gouvernance foncière	Présence dans l'espace ouest-africain et regroupe plusieurs organisations, associations et mouvements ONG intervenant à l'échelle internationale Organisation de la société civile en partenariat avec l'Etat, des organisations sous régionales et internationales